



PROTECTION CIVILE :
**3 morts dans des accidents
 de la circulation ces dernières
 24h et 630 personnes sauvées
 de la noyade**

page 3

المجمع الإعلامي "الديوان" يعلن:

يعلن المجمع الإعلامي "الديوان" بمناسبة الاحتفاء
 بعيدي الاستقلال والشباب عن إفتتاح مكتبه
 الجديد الكائن مقره بحي الصنوبر - حيدرة "الجزائر
 العاصمة".

وفي إطار توسيع شبكته الإعلامية يفتح المجمع
 الإعلامي "الديوان" باب التوظيف لصحفيين ذوي
 خبرة.

على المهتمين إرسال السير الذاتية على الايميل
 التالي :

Contact@eddiwan.dz

journal.eddiwan2020@gmail.com

ED DIWAN



Quotidien national d'informations culturelles

Mardi 15 Août 2023

- Prix : 15 DA Tirage 2000

AGRICULTEURS SINISTRÉS :

Le dossier des indemnisations en voie de finalisation



Actualité



CONFÉRENCE
 DES PAYS AFRICAINS ET PAYS
 NORDIQUES:

**Attaf et son
 homologue danois
 s'entretiennent**

2

AUTODAFÉ DU CORAN:

**Le ministre
 des affaires
 étrangères danois
 exprime ses
 regrets et excuses**

2

INTEMPÉRIES :

**Le ministère
 de l'Intérieur
 souligne l'importance
 des mesures
 de prévention
 des risques**

3

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE :

L'OAIC désormais seul fournisseur des œuvres universitaires

Attaf reçoit un appel téléphonique de son homologue danois

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf a reçu un appel téléphonique de son homologue du Royaume du Danemark, M. Lars Lokke Rasmussen, indique lundi un communiqué du ministère.

Le ministre danois a exprimé ses regrets et excuses pour la vague criminelle d'autodafé du Coran devant les Ambassades de pays musulmans, y compris l'Ambassade d'Algérie à Copenhague. Il a qualifié ces actes d'intolérables et d'inacceptables et a estimé qu'ils étaient intrinsèquement contraires aux traditions d'accueil, d'ouverture et de tolérance qui sont solidement ancrées dans la société danoise", lit-on dans le communiqué. Le ministre danois a, en outre, informé M. Attaf que "le gouvernement de son pays finalise au-



jourd'hui le texte de loi devant mettre fin à ces pratiques inqualifiables", ajoutant que "le Parlement sera saisi de ce projet de loi dès la reprise de sa session dans quatre semaines". Par ailleurs, l'appel téléphonique a été "l'occasion pour les deux ministres de s'entretenir sur la préparation de la 20ème session de la Conférence ministérielle des pays africains et pays nordiques devant se tenir à Alger du 16 au 18 octobre 2023, sous le thème +Renforcement du dialogue sur la base des valeurs communes+", conclut le communiqué.

CONFÉRENCE DES PAYS AFRICAINS ET PAYS NORDIQUES:

Attaf et son homologue danois s'entretiennent

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf s'est entretenu avec son homologue danois, M. Lars Lokke Rasmussen sur la préparation de la

20ème session de la Conférence ministérielle des pays africains et pays nordiques devant se tenir à Alger du 16 au 18 octobre 2023, indique lundi un communiqué du ministère. M. Attaf a reçu un

appel téléphonique de son homologue danois ayant permis aux deux parties "de s'entretenir sur la préparation de la 20ème session de la Conférence ministérielle des pays africains et pays nordiques

devant se tenir à Alger du 16 au 18 octobre 2023, sous le thème +Renforcement du dialogue sur la base des valeurs communes+", précise le communiqué du ministère.

HÔTELLERIE ET TOURISME :

Vers un nouveau mode de financement

La question du manque de financement des projets de développement touristique continue à représenter la plus grande contrainte qui entrave le développement de ce secteur. La Fédération nationale de l'hôtellerie et du tourisme (FNHT) appelle à l'adoption de nouveaux mécanismes de financement à même d'encourager l'investissement dans ce créneau économique encore mal exploité. Regroupant plus de 500 opérateurs, sur un total de 1.500 hôteliers et entreprises de tourisme à l'échelle nationale, la

FNHT se veut être une force de proposition, déterminée à contribuer efficacement à la mise en œuvre du programme des pouvoirs publics visant à dynamiser le secteur du tourisme.

Contacté ce lundi, son président, Abdelouahab Boulafkhad, affirme que le soutien qu'apporte l'Etat aux investisseurs dans ce domaine doit passer nécessairement par la mise en place d'un nouveau système de financement des projets hôteliers et touristiques, adapté à la conjoncture économique ac-

tuelle. «Nous attendons, depuis mars dernier, la concrétisation des décisions issues d'une rencontre nationale sur le financement des projets touristiques.

Une commission chargée de réfléchir sur les nouveaux outils de financement devait voir le jour, mais rien n'est fait à ce jour», a-t-il indiqué. Lors de cette rencontre, faut-il rappeler, l'Association des banques et établissements financiers (Abef) avait fait état de crédits d'une valeur de 428 milliards de dinars pour financer, jusqu'en

2022, pas moins de 776 projets touristiques. Mais selon Boulafkhad, «les délais de remboursement ne sont pas adaptés à l'activité touristique et devraient s'étaler sur 20 ou 25 ans, au lieu de 5 ou 7 ans comme c'est le cas actuellement». C'est la raison pour laquelle des experts évoquent aujourd'hui la nécessité de prendre en considération les spécificités du secteur dans le mode de financement par l'acréation, à l'instar des pays à vocation touristique, d'une banque spécialisée.

GHARDAÏA:

Plus d'une centaine de visites à domicile aux personnes âgées

Plus d'une centaine de visites à domicile aux personnes âgées et aux personnes atteintes de handicap ainsi que leurs ayants droit a été effectuée depuis le début du mois de juillet dernier dans les différentes localités de la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris lundi des organisateurs de cette action de solidarité. Lancée par des associations caritatives "El Diya" de Ksar Bounoura et "Ennour" de Ksar El Ateuf activant pour la prise en charge des handicapés en étroite collaboration avec l'agence locale de la Caisse nationale de retraite (CNR), ces visites à domicile visent à lutter contre l'isolement, la précarité, à accompagner les personnes dans le besoin et favoriser leur bien-être sur le plan médical et so-

cial, a déclaré à l'APS un membre de l'association El Diya, Yahia Doudou. Cette initiative sociale intervient en cette période caniculaire pour s'enquérir de l'état de santé des personnes vulnérables, de prendre en charge leurs besoins immédiats et leur fournir le soutien et l'accompagnement social et médical nécessaires, a précisé, de son côté, un membre de l'association Ennour, Abdellah Baba Ami. Organisée avec la collaboration des médecins bénévoles activant au sein de ces associations et en présence de l'assistante sociale de l'agence locale de la Caisse nationale de retraite, cette action humanitaire a permis d'ausculter ces personnes à domicile en leur prodiguant des conseils et recommandations, no-



tamment en cette période caniculaire. Ces consultations à domicile, données à titre gracieux, ont permis d'examiner, cas par cas, les personnes âgées et leur fournir des conseils concernant les risques des coups de soleil et de dés-

hydratation, en leur recommandant de porter des vêtements clairs et confortables et d'éviter les vêtements en matière synthétique, tout en insistant sur le respect de la prise des médicaments dans horaires fixés, a-t-on expliqué.

AUTODAFÉ DU CORAN:

Le ministre des affaires étrangères danois exprime ses regrets et excuses

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a reçu un appel téléphonique de son homologue danois, Lars Lokke Rasmussen, qui a exprimé ses "regrets et excuses" pour la vague criminelle d'autodafé du Coran devant les ambassades de pays musulmans, y compris l'ambassade d'Algérie à Copenhague, indique lundi un communiqué du ministère. "Le ministre danois a exprimé ses regrets et excuses pour la vague criminelle d'autodafé du Coran devant les Ambassades de pays musulmans, y compris l'Ambassade d'Algérie à Copenhague. Il a qualifié ces actes d'intolérables et d'inacceptables et a estimé qu'ils étaient intrinsèquement contraires aux traditions d'accueil, d'ouverture et de tolérance qui sont solidement ancrées dans la société danoise", lit-on dans le communiqué. Il a, en outre, informé M. Attaf que le gouvernement de son pays "finalise aujourd'hui le texte de loi devant mettre fin à ces pratiques inqualifiables", ajoutant que "le Parlement sera saisi de ce projet de loi dès la reprise de sa session dans quatre semaines".

MAROC :

Le Front de soutien à la Palestine dénonce l'énième épisode de la funeste normalisation du Makhzen avec l'entité sioniste

Le Front marocain de soutien à la Palestine et contre la normalisation avec l'entité sioniste a dénoncé la décision du Makhzen de créer une Fondation, dite « de Drâa-Tafilalet du vivre-ensemble en paix », la qualifiant d'énième épisode de la funeste normalisation avec l'entité d'occupation et la considérant comme « une insulte à la population ». Le Front a dénoncé, dans un communiqué, l'annonce par le Makhzen de la création de ladite Fondation dans la région de Tinghir, dans le sud-est du Maroc, exprimant son rejet catégorique de toute forme de normalisation avec l'entité sioniste. Le Front s'étonne de « l'entêtement des vassaux du sionisme à vouloir créer cette fondation sioniste douteuse », estimant qu'il s'agit « d'un énième épisode de la course effrénée du Makhzen à la funeste normalisation, au mépris des droits du peuple palestinien livré aux exactions du spoliateur sioniste ».

« Une trahison pour les Marocains attachés à la cause palestinienne »

Le Front marocain anti-normalisation considère cette décision, dont l'initiateur se targue de l'amitié d'auteurs de crimes de guerre, comme « une insulte à la population », affirmant que « l'introduction des sionistes à Tinghir ou ailleurs est un crime contre le peuple palestinien et une trahison pour les Marocains attachés à la cause palestinienne ». « Les autorités locales portent la responsabilité des conséquences de l'installation d'un repaire sioniste à Tinghir au nom du vivre-ensemble en paix », préviennent les opposants à la normalisation. Ils dénoncent également « l'empressement de certains pseudo-intellectuels de la ville de Tinghir à profaner la terre de la résistance en cautionnant la normalisation ». Aussi, les composantes du Front marocain de soutien à la Palestine appellent-elles la société civile, les partis politiques et les mouvements syndical et associatif à soutenir la Palestine et à s'opposer à la normalisation aux plans éducatif, culturel, politique, touristique et militaire, soulignant leur détermination à continuer d'œuvrer pour la promulgation d'une loi criminalisant la normalisation avec l'entité sioniste.

ED-DIWAN

quotidien national d'informations
Edité par EURL société seghir
de communication
Adresse : 04, Rue belhandouse
abdelkader
tel. : 041 33 03 29

BUREAU D'ORAN :
12 BD DE L'ALN - ORAN
BUREAU D'ALGER :
Rue Larbi Ben M'Hidi
- BT 08 - 2° étage
Directrice
de la publication
FATIMA-ZOHRA
SEGHIR

Impression : SIA
Z I el Alia
Beb Ezzouar -
Alger
DIFFUSION:
eldjazairdoc.com

Le Site :
www.fr.eddiwan.dz
Email :
contact@eddiwan.net
esc.societe@gmail.com
Tel : 0770 77 03 30
0660 74 95 86
FAX : 041 33 45 43

Les textes
et les photographies envoyés
ou remis à la rédaction ne
peuvent être rendus ni faire
l'objet d'aucune réclamation.
Reproduction interdite
de tout article sauf accord
de la direction du journal.

INTEMPÉRIES :

Le ministère de l'Intérieur souligne l'importance des mesures de prévention des risques

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a mis en avant, dimanche dans un communiqué, l'importance de l'action de proximité pour sensibiliser les citoyens aux mesures de prévention des différents risques des intempéries.

Pour rappel, le ministère avait adressé en juillet, une correspondance aux walis portant nombre de mesures de prévention de ces risques et ce, dans le cadre de « l'intensification des efforts préventifs contre les intempéries notamment les fortes précipitations qui dépassent les moyennes saisonnières dans certaines régions du pays, provoquant ainsi des crues et des inondations aggravées par l'activité humaine ce qui engendre des conséquences fatales dont des pertes humaines et matérielles ». Selon le communiqué, la note a bien précisé « les actions de prévention à entreprendre à partir du mois d'août courant par les services communaux et les services techniques compétents à travers notamment le repérage constant des points noirs des déchets en vue de les éliminer outre la définition des lacunes relatives aux réseaux d'évacuation des eaux pluviales pour y remédier ». Le ministère a également instruit les walis via cette note à l'effet d'« intensifier les opérations de nettoyage des regards et des avaloirs, d'aménager les pistes et d'accélérer la réalisation de toutes les structures relatives à la protection des agglomérations contre les inondations, outre le contrôle de la qualité des eaux de puits individuels et collectifs et des eaux de source



dans l'objectif de les traiter périodiquement pour les protéger contre la pollution et se prémunir contre les maladies hydriques ». La même instruction comporte, par ailleurs, « nombre d'actions d'encadrement devant être accomplies au plan local, en application des grands axes de la politique nationale de prévention des risques majeurs, à l'instar de l'analyse des intempéries au niveau territorial durant les dernières années et l'étude de leurs spécificités et impact,

à même de permettre la mise en place de mécanismes d'alerte précoce ». L'instruction prévoit également la nécessité de procéder à « un recensement minutieux de l'ensemble des ressources humaines concernées par la gestion et le suivi des effets des intempéries, tout en tenant compte de l'inventaire des moyens matériels indispensables et des différentes voies de fédération des moyens d'intervention et d'approvisionnement continu des citoyens en produits nécessaires,

tout en se souciant de la mise à jour continue des plans de wilaya et communaux d'organisation des secours ». L'instruction a mis en avant « l'importance de l'action de sensibilisation de proximité à l'endroit des citoyens autour des dispositifs préventifs devant être suivis, tout en appelant les services des collectivités à consolider la communication, via tous les moyens offerts en vue d'informer les citoyens de tout imprévu », conclut le communiqué.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE : L'OAIC désormais seul fournisseur des œuvres universitaires

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé, dimanche dans un communiqué, la désignation de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) en tant que fournisseur

exclusif de l'Office national des œuvres universitaires (ONOU), en produits qu'il commercialise. "En prévision de la rentrée universitaire 2023-2024 et en vue d'assurer l'approvisionnement normal et sûr des

cités universitaires en produits alimentaires de base, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique tient à informer que l'OAIC est désigné comme fournisseur exclusif de l'ONOU en pro-

duits qu'il commercialise, notamment les légumineuses et le riz", précise le communiqué. Les services concernés sont chargés "d'appliquer strictement" la teneur de ce communiqué, ajoute la même source.

Le moringa à Timimoun et l'arganier à Chlef

Toujours en termes des expériences concluantes d'introduction de nouvelles espèces, la sous directrice du reboisement et des pépinières, a cité également le moringa, un petit arbre de 10 mètres maximum, résistant à la sécheresse et capable de se développer aussi bien sur des sols riches que pauvres et dont la valeur nutritive de ses feuilles a été prouvée scientifiquement, et son apport économique est mis en avant à l'échelle mondiale. "Avant l'introduction du moringa, des tests sur cette essence ont été menés à l'arbo-retum du Merdja, à Blida et sur la base des résultats, la plantation de cet arbre a été validée", note Mme Rachedi. Le moringa a été planté sur des parcelles au Sud, à Ghardaïa, Illizi, Tindouf, Adrar Timimoun et a donné "de bons résultats d'acclimatation aux conditions les plus rudes". Dans le même sillage, la responsable a rappelé le programme de développement de la culture de l'arganier, affirmant que des résultats "probants" ont été constatés à Mostaganem et Chlef notamment.

Vers l'organisation d'une journée d'études sur la filière lait et l'assurance agricole

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, a reçu dimanche à Alger une délégation de la Confédération des industriels et producteurs Algériens (CIPA), pour écouter les préoccupations liées principalement à la filière de l'élevage d'autruches, précise un communiqué du ministère. La délégation, conduite par Abdelwahab Ziani, président de la CIPA, comprenait des représentants de l'Association nationale des professionnels et éleveurs d'autruches, relevant de l'organisation, selon la même source. Cette rencontre qui s'est tenue en présence de cadres du

ministère et du directeur général de l'Institut technique des élevages (ITELV), s'inscrit dans le cadre de « l'approche participative à laquelle accorde le secteur une grande importance à travers la prise en charge des préoccupations de toutes les instances et les organisations nationales ». Lors de cette rencontre, les membres de la délégation ont présenté des exposés exhaustifs sur l'importance économique de la filière « élevage d'autruches ». A cette occasion, M. Henni a rappelé l'engagement du secteur à développer la filière de l'élevage d'autruches en Algérie eu égard à ses avantages économiques,

notamment la possibilité d'utiliser la plupart de ses parties (viande, peaux, graisses), outre les œufs. Le ministère a assuré que les propositions formulées lors de cette rencontre seront prises en considération, affirmant que les investisseurs dans l'élevage d'autruches bénéficieront de toutes les facilités nécessaires, l'objectif étant de renforcer la sécurité alimentaire. L'accent a également été mis sur la possibilité de commercialiser le lait de chamelle dans les wilayas du nord. Enfin, M. Henni a appelé à l'organisation d'une journée d'études sur la filière lait et l'assurance agricole, conclut le communi-

qué. Il a insisté, dans ce sens, sur « l'expérience pionnière du secteur en matière de recherche scientifique, à la faveur du renforcement du rôle des Instituts et Centres de formation et de recherches y relevant qui contribuent efficacement à la promotion de l'agriculture, de l'élevage, de la production des viandes rouges, ainsi qu'à l'accompagnement de tous les éleveurs, par le biais de la formation à l'Institut technique des élevages (ITELV) qui compte une précédente expérience dans l'élevage d'autruches et dans la garantie d'une couverture sanitaire aux animaux ».

PROTECTION CIVILE :

3 morts dans des accidents de la circulation ces dernières 24h et 630 personnes sauvées de la noyade

Trois (3) personnes ont trouvé la mort et 326 autres ont été blessées dans 194 accidents de la circulation enregistrés ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique lundi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré à Constantine où 02 personnes sont décédées et 01 autre blessée suite au renversement d'un véhicule sur l'autoroute

Est-Ouest, au niveau de la commune de Zighoud Youcef. Dans le cadre du dispositif de surveillance des plages et de la baignade, les unités de la Protection civile ont sauvé de la noyade 630 personnes, et prodigué des soins à 215 personnes et l'évacuation de 57 autres personnes vers les structures sanitaires local, tandis qu'un (1) jeune, âgé de 20 ans, est décédé par noyade

au niveau d'une plage interdite dans la commune de Bouzedjar, wilaya d'Ain Témouchent. A Bejaïa, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer les premiers soins à 04 personnes incommodées par le monoxyde de Carbone émanant d'un Chauffe-eau. Par ailleurs, et dans le cadre de la lutte contre les feux de forêts, les maquis et les incendies

de récoltes, les équipes de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 14 incendies du couvert végétal à travers les wilayas de Tipaza, Tizi Ouzou, Aïn Defla, Bouira, Skikda, Relizane, Mascara, Biskra, Adrar et M'Sila, ce qui a permis de circonscrire ces incendies et éviter leur propagation à d'autres lieux du couvert végétal, ajoute la même source.

Henni reçoit une délégation de la CIPA

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, a reçu dimanche à Alger une délégation de la Confédération des industriels et producteurs Algériens (CIPA), pour écouter les préoccupations liées principalement à la filière de l'élevage d'autruches, précise un communiqué du ministère.



La délégation, conduite par Abdelwahab Ziani, président de la CIPA, comprenait des représentants de l'Association nationale des professionnels et éleveurs d'autruches, relevant de l'organisation, selon la même source. Cette rencontre qui s'est tenue en présence de cadres du ministère et du di-

recteur général de l'Institut technique des élevages (ITELV), s'inscrit dans le cadre de "l'approche participative à laquelle accorde le secteur une grande importance à travers la prise en charge des préoccupations de toutes les instances et les organisations nationales". Lors de cette rencontre, les membres de la délégation

ont présenté des exposés exhaustifs sur l'importance économique de la filière "élevage d'autruches". A cette occasion, M. Henni a rappelé l'engagement du secteur à développer la filière de l'élevage d'autruches en Algérie eu égard à ses avantages économiques, notamment la possibilité d'utiliser la plupart de ses par-

ties (viande, peaux, graisses), outre les œufs. Il a insisté, dans ce sens, sur "l'expérience pionnière du secteur en matière de recherche scientifique, à la faveur du renforcement du rôle des Instituts et Centres de formation et de recherches y relevant qui contribuent efficacement à la promotion de l'agriculture, de l'élevage, de la production des viandes rouges, ainsi qu'à l'accompagnement de tous les éleveurs, par le biais de la formation à l'Institut technique des élevages (ITELV) qui compte une précédente expérience dans l'élevage d'autruches et dans la garantie d'une couverture sanitaire aux animaux". Le ministère a assuré que les propositions formulées lors de cette rencontre seront prises en considération, affirmant que les investisseurs dans l'élevage d'autruches bénéficieront de toutes les facilités nécessaires, l'objectif étant de renforcer la sécurité alimentaire. L'accent a également été mis sur la possibilité de commercialiser le lait de chamelle dans les wilayas du nord. Enfin, M. Henni a appelé à l'organisation d'une journée d'études sur la filière lait et l'assurance agricole, conclut le communiqué.



Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, a annoncé, dimanche depuis la wilaya d'El Tarf où il a effectué une visite de travail, la levée des entraves sur 71 projets d'investissement touristique à travers le pays. Le ministre, accompagné du wali d'El Tarf, Harfouche Benarar, a souligné, lors de l'inspection des travaux d'aménagement de la zone d'expansion touristique Messida (commune de Souarakh), qu'en exécution des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ordonnant le suivi et le traitement des projets d'investissement en suspens dans le secteur du tourisme, les entraves ont été levées, libérant ainsi 71 projets touristiques dans 58 wilayas. Après avoir salué le rôle des walis de la République dans l'accompagnement des investisseurs dans le domaine du tourisme, permettant de lever les obstacles à l'effet de concrétiser les projets, le ministre a souligné que ces projets contribueront, à terme, à pallier le déficit en équipements touristiques, à renforcer les wilayas au moyen de 8.000 lits supplémentaires et à créer plus de 12.000 postes de travail entre emplois directs et indirects. Inspectant les travaux de modernisation et de réhabilitation de l'hôtel "El Mordjene" dans la commune côtière d'El Kala, où le taux d'avancement a atteint les 35 pour cent, permettant d'envisager la réouverture de l'établissement en août 2024, M. Didouche a souligné que le parc hôtelier national a été renforcé, au début de l'actuelle saison estivale, par 13 projets touristiques, au moment où 8 autres projets seront réceptionnés à la fin du mois en cours, et fourniront des centaines d'emplois. Le ministre, qui a également visité un salon de l'artisanat, organisé à la Maison de l'artisanat d'El Kala, y a réaffirmé la détermination de l'Etat à poursuivre son soutien au secteur du tourisme et à accompagner les artisans, notamment en matière de commercialisation de leurs produits, l'objectif étant, a-t-il ajouté, de faire de ce secteur vital un véritable levier de développement. M. Didouche a salué, par ailleurs, le saut qualitatif observé, en matière de tourisme, dans la wilaya d'El Tarf où de nouvelles structures sont venues renforcer le secteur. Il a évoqué, dans ce contexte, la ZET "Messida" et son emplacement stratégique, à l'extrême est du pays, constituée de 17 lots de terrain dédiés à la réalisation de 13 projets touristiques sur une superficie totale de 45 hectares. Des projets consistant en la réalisation d'une série d'hôtels haut de gamme et de stations touristiques dotées et de tous les équipements pour les loisirs et le commerce, et qui permettront d'enrichir le parc hôtelier de 2.678 lits et de créer 5.652 emplois. Le Ministre du Tourisme et de l'artisanat a conclu sa visite à El Tarf en présidant la mise en service du complexe touristique "Lac 02", fruit d'un investissement privé, dans la commune du Lac des Oiseaux.

AGRICULTEURS SINISTRÉS :

Le dossier des indemnisations en voie de finalisation

Les agriculteurs sinistrés suite aux récents feux de forêt, inondations et sécheresse sont impatients de voir se concrétiser les engagements des pouvoirs publics. Le secrétaire national à l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), Slimane Draïbine, et le SG du Conseil interprofessionnel des céréales (Cnifc), Benali Abdelghani, qu'à la veille d'une nouvelle campagne agricole, notamment de labours-semailles, les fellahs sont impatients de voir les promesses se concrétiser. Le SG du Cnifc a rappelé que ce dossier est important pour l'avenir des agriculteurs, voire de l'agriculture, « l'une des priorités du gouvernement soucieux de diversifier l'économie et de relever le défi de la sécurité alimentaire ». «Le président Tebboune n'a ja-

mais cessé d'insister sur la prise en charge des problèmes des agriculteurs qui ne doivent en aucun cas subir des pertes. L'agriculteur est une ligne rouge pour le chef de l'Etat», rappelle-t-il. Selon lui, il y a vraiment «urgence» à entamer le processus d'indemnisation pour préparer la nouvelle campagne. «Une campagne agricole se prépare 5 mois en avance. Or, aujourd'hui, la plupart des agriculteurs attendent uniquement leurs indemnités», relève-t-il. Le représentant de l'UNPA souligne que les agriculteurs ne souhaitent pas des indemnisations en nature. «La majorité des agriculteurs que j'ai rencontrés veut des indemnisations en espèces», assure-t-il. Le ministre de l'Agriculture a déclaré dernièrement, à Médéa, que les exploi-



tants dont les parcelles de céréaliculture ont été sinistrées suite à la sécheresse vont bénéficier d'indemnisation en nature de façon à ce qu'ils puissent

compenser les pertes subies et préparer, dans de meilleures conditions, la prochaine campagne labours-semailles.

ENVIRONNEMENT:

Lancement du Plan national d'adaptation aux changements climatiques en partenariat avec le PNUD



Le document de lancement du projet de réalisation du Plan national d'adaptation aux changements climatiques a été signé, dimanche à Alger, par les ministères de l'Environnement et des Energies renouvelables et des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger et le Programme des Nations Unies pour le développement

(PNUD). Le document a été signé au siège du ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables par le directeur général de l'environnement et du développement durable au ministère, Messaoud Tebani, de la directrice de l'environnement et du développement durable au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté natio-

nale à l'étranger, Manel El Ayoubi, et de la représentante résidente du PNUD en Algérie, Blerta Aliko. Intervenant à l'occasion, la ministre du secteur, Fazia Dahleb, a souligné l'importance de ce Plan, qui sera réalisé en partenariat avec les ministères de l'Environnement et des Energies renouvelables et des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger et du PNUD. Dans ce contexte, la ministre a rappelé que l'Algérie avait sollicité, en 2018, le Fonds vert pour le climat, via le PNUD, en vue de l'accompagner dans la réalisation du Plan national d'adaptation aux changements climatiques, suivant le plan-type adopté par la Commission nationale Climat. En avril 2023, l'Algérie a pu obtenir un financement estimé à 3 millions de dollars du Fonds vert pour le climat, "après d'inlassables efforts", selon Mme Dahleb, qui a relevé dans ce cadre les difficultés pour les pays africains d'obtenir des financements extérieurs et l'exclusion dont ils pâtissent en la matière. Pour la ministre, "les pays avancés qui ont une responsabi-

lité historique dans les changements climatiques n'ont pas tenu leurs engagements conformément aux exigences de l'Accord de Paris en matière de financement, alors que nous avons à subir la part la plus importante des effets négatifs de ces changements, qui impactent de manière directe notre sécurité alimentaire, hydrique et énergétique". "L'Algérie soutient et œuvre pour la transition vers des modes de production et de consommation durables, en recourant à des technologies à faibles émissions, selon nos propres capacités et conditions", a ajouté la ministre. Juste après la ratification de l'Accord de Paris sur le climat, en octobre 2016, l'Algérie avait lancé une consultation nationale, sous l'égide du ministère de l'Environnement et avec la participation de 18 départements ministériels, pour l'élaboration du Plan national Climat (PNC). Adopté en septembre 2019, le PNC comporte 155 projets, dont 76 relatifs à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et 63 autres relatifs à l'adaptation aux changements climatiques.

CONSTANTINE :

Plus de 1,2 milliard Da pour la restauration de la basse Souika

Un budget estimé à plus de 1,2 milliard de dinars a été mobilisé pour la restauration de la partie basse de du quartier pittoresque "Souika" dans la vieille ville de Constantine, a-t-on appris dimanche des services de la wilaya.



La réhabilitation de la basse Souika s'inscrit dans le cadre de la stratégie des pouvoirs publics portant sauvegarde du patrimoine bâti, a souligné la même source, affirmant que les travaux de mise à niveau cibleront en particulier la fa-

çade architecturale et urbaine du site et ses différents accès et ruelles. La réhabilitation de la basse Souika est considérée comme une opération "structurante" devant permettre de redonner à la vieille ville de Constantine son aura d'antan et contribuer efficacement à

l'essor touristique de toute la ville, a estimé la même source, affirmant que des instructions fermes ont été donné par le wali, M. Abdelkhalek Sayouda à l'effet d'achever toutes les procédures d'usage et lancer les travaux dans les meilleurs délais. Le projet de restaura-

tion de la basse Souika avait été lancé dans le cadre de la manifestation Constantine capitale de la culture arabe (2015) avant d'être gelé, a-t-on rappelé précisant que l'opération a bénéficié en mars 2022 d'une décision de levée de gel. Selon la même source, les travaux de réhabilitation de la basse Souika cibleront en premier lieu les lots déjà entamés et non achevés comme la façade donnant sur le pont Sidi Rached et autres constructions échafaudées. Le vieux quartier de Souika aux ruelles étroites, dont chaque pavé a une histoire à raconter ou un mythe à perpétuer figure parmi les sites les plus authentiques de la ville de Constantine, le quartier divise cette partie inférieure du Rocher en deux parties a-t-on indiqué

EL MEGHAÏER :

Lancement de l'opération de recensement du patrimoine culturel immatériel de la wilaya

L'opération de recensement du patrimoine culturel immatériel vient d'être lancée dans la wilaya d'El-Meghaïer, a-t-on appris samedi auprès de la Direction de la culture et des arts. L'initiative de sauvegarde des composantes culturelles authentiques de la région, ayant pour objectifs l'enrichissement de la banque de données afférentes au patrimoine immatériel du secteur, est placée sous l'égide de la Direction du développement et de la promotion des arts relevant du ministère de la Culture et des Arts par souci de contrecarrer les tentatives d'atteinte qu'ont connus dernièrement des éléments culturels authentiques

du patrimoine immatériel qui font la fierté de la région, a souligné le directeur du secteur, Abdelkader Djenaihi. Pour ce faire, la Direction de la culture et des arts de la wilaya a convié les acteurs de la culture, historiens, universitaires et associations actives d'adhérer à cette action pour la préservation, la documentation et l'enregistrement des composantes culturelles des différentes communes de la wilaya d'El-Meghaïer au niveau du ministère de tutelle pour faire face aux tentatives d'atteinte au patrimoine culturel immatériel de la région. Intervenant en application de la stratégie du ministère de tutelle portant



recensement du patrimoine culturel immatériel, cette initiative vise à protéger et sau-

vegarder les us et traditions sociaux ancestraux de la wilaya d'El-Meghaïer.

INSCRIPTIONS UNIVERSITAIRES PRÉLIMINAIRES : Plus de 6.600 nouveaux étudiants orientés vers l'Université Oran 1



Les inscriptions universitaires préliminaires ont donné lieu à l'orientation de 6.678 étudiants parmi les nouveaux bacheliers vers les études à l'Université d'Oran

1 "Ahmed Ben Bella", a-t-on appris samedi auprès du vice-recteur de cet établissement chargé de la pédagogie, le professeur Benhadjar Miloud. La faculté des

sciences médicales de l'Université d'Oran 1 arrive en tête en termes de nombre de nouveaux étudiants, selon le Pr Benhadjar, avec plus de 2.000 étudiants répartis entre les départements de médecine (1.016), pharmacologie (563) et chirurgie dentaire (471), sans compter 412 nouveaux étudiants qui ont été orientés vers l'annexe de l'Université "Ibn Khaldoun" de Tiaret, sous la tutelle scientifique et pédagogique de la faculté de médecine d'Oran. La Faculté des sciences exactes et appliquées vient en deuxième position en termes d'inscriptions de nouveaux étudiants, suivie de la faculté des sciences islamiques et humaines, puis la faculté de

sciences de la nature et vie et celle des lettres et arts, a-t-on indiqué. Quelque 380 étudiants ont été orientés vers l'institut des sciences et technique appliquées où sont enseignés les sciences de gestion, sciences de finance, comptabilité, physique et optique et mécanique de précision. Pour sa part, la chargée d'information de l'université d'Oran 1 "Ahmed Ben Bella", Dr Soumia Rahil a souligné que le nombre des étudiants orientés vers cet établissement d'enseignement supérieur est "une première" et peut changer après les opérations de transfert qui s'opère d'une université à une autre, notamment après l'étude des recours.

ADRAR :

Récupération d'une espèce d'aigles rare proposée à la vente dans un marché local



Une espèce rare d'aigle proposée à la vente au niveau du marché hebdomadaire des animaux domestiques de la ville d'Adrar vient d'être récupérée par les services de la Conservation des forêts de la wilaya, a-t-on appris dimanche auprès de cet organisme. Intervenant dans le cadre de la protection de la faune sauvage, la récupération de ce rapace rare a été effectuée en coordination avec les instances sécuritaires et judiciaires informées par les services de la police judiciaire (PJ) sur la mise en vente de ce oiseau au niveau du Souk Sebt d'Adrar, marché dédié au commerce des animaux domestiques, a expliqué la même source. Les services de la Conservation des forêts ont ainsi procédé à la restitution de cette rare espèce faunistique réglementairement protégée observée dans la région, pour prendre, avec le concours des instances compétentes, les mesures réglementaires nécessaires. Le rapace a été confié à une structure habilitée,

en l'occurrence la pépinière administrative "El-Amel" d'Adrar, pour prendre soins de l'oiseau, examen vétérinaire notamment, pour être transféré ultérieurement vers un centre de reproduction de la richesse faunistique au niveau d'une des wilayas du pays avant d'être lâché dans son milieu naturel, a fait savoir la même source. La Conservation des forêts a expliqué que cette race d'aigles rare, en détresse due probablement au danger de la déshydratation en raison des fortes chaleurs caniculaires sévissant dans la région, a élu domicile sous un pont dans la région de Tebelbala, territoire de la wilaya de Béni-Abbès, avant d'être recueilli et pris en charge par un citoyen. Plusieurs espèces d'oiseaux migrateurs, dont également des aigles et faucons, ont été récupérées par la Conservation des forêts de la wilaya d'Adrar qui estime nécessaire l'intervention des ornithologues et experts pour examiner ce phénomène.

CONSTANTINE :

Exposition régionale de vente des fournitures scolaires à partir du 20 août



Une exposition régionale dédiée à la vente des fournitures scolaires sera ouverte à Constantine le 20 août prochain dans le cadre des préparatifs à la rentrée scolaire (2023-2024), a-t-on appris dimanche des services de la wilaya. La manifestation commerciale devant se poursuivre jusqu'au 5 septembre sera organisée au Palais de la culture Mohamed Laid Al khalifa (centre ville de Constantine) et verra la participation de plusieurs opérateurs économiques activant dans le domaine de vente des fournitures scolaires et articles vestimentaires, a précisé la même source. L'organisation de cette grande exposition intervient dans le cadre des mesures prises par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations pour l'accompagnement des parents d'élèves à l'occasion de la rentrée scolaire à travers la mise en place

d'une offre « confortable » en matière de fournitures scolaires, a fait savoir la même source. L'exposition a pour objectif de renforcer la production et d'agir également sur les prix des fournitures scolaires, selon les services de la wilaya qui ont affirmé que toutes les dispositions logistiques nécessaires ont été prises pour permettre la réussite de l'événement qui s'inscrit dans le cadre des efforts déployés au service du citoyen. Dans ce cadre, la même source a indiqué que l'exposition qui sera supervisée par la direction locale du commerce et de la promotion des expositions en collaboration avec les différentes instances concernées comme la direction de l'industrie et les Assemblées populaires communales APC, constituera une référence pour les prix des fournitures scolaires.

La Rédaction Recrute...

Le quotidien national d'information culturelle « ED Diwan » recrute un journaliste confirmé (En Langue Française) pour participer au renforcement de sa rédaction.

*Profil souhaité :

-Bonne expression écrite et orale, bonne capacité d'analyse, et maîtrise de la langue Française.
-Bosseur et dynamique et extrêmement disponible.

Pour tout contact veuillez vous rapprocher de la rédaction du journal en envoyant votre CV complet à l'adresse électronique suivante :
eddiwan.arabe@gmail.com
infofilo63@gmail.com

COVID-19:

Une nouvelle variante confirmée en Suède

Une nouvelle variante de Covid-19, « Eris », commence à se répandre en Suède, a indiqué, vendredi, l'Agence suédoise de santé publique.

Une trentaine de personnes ont été testées positives, a précisé l'agence dans un communiqué, notant que le chiffre réel est probablement beaucoup plus élevé étant donné que les tests ciblent principalement les personnes dans les secteurs des soins aux personnes âgées et de la santé. L'Agence suédoise de santé publique estime également que des modèles provenant, entre autres, de Grande-Bretagne indiquent que la variante a un « avantage de croissance » par rapport à d'autres variantes similaires en circulation. Cependant, les symptômes ne devraient pas différer des variantes



précédentes, à savoir un nez qui coule, de la fièvre, une toux et un mal de gorge. Les premières découvertes d'Eris, connu également

sous le nom d'EG.5, ont été signalées à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à la mi-février plus tôt cette année. En juillet, l'OMS a pris la décision de surveiller la nouvelle variante et sa propagation. A l'échelle mondiale, l'OMS constate une « augmentation constante » des cas d'Eris signalés et estime qu'il existe un risque qu'elle domine à l'avenir. « Grâce à ses avantages de croissance et à ses propriétés d'évasion immunitaire, l'EG.5 peut provoquer une augmentation des cas et devenir dominant dans certains pays, voire dans le monde », écrit l'OMS dans un communiqué.

REFLUX : Les boissons à éviter... et celles qu'on peut boire



Le reflux gastro-oesophagien (RGO) touche un adulte sur 6. Si l'on identifie aisément les aliments à éviter, on ignore souvent que certaines boissons sont tout aussi irritantes pour l'estomac. Le sphincter situé en bas de l'oesophage est un anneau qui s'ouvre pour laisser passer la nourriture et qui se referme ensuite. Mais quand il se relâche, il laisse remonter le contenu acide de l'estomac, ce qui peut provoquer des brûlures. C'est ce qu'on appelle le reflux gastro-oesophagien (ou RGO).

Quelles sont les boissons interdites ?

- Le café et le thé : en raison de leur teneur en caféine (que l'on trouve dans le café mais aussi dans le thé), qui aggrave le reflux.
- Le chocolat : il contient à la fois de la caféine et du cacao, qui aggravent tous deux le reflux.
- Les jus d'agrumes : jus d'orange ou de pamplemousse sont à éviter car leur acidité irrite les muqueuses déjà sensibilisées.
- L'alcool : à éviter pour deux raisons. D'abord il détend le muscle situé en bas de l'oesophage, laissant remonter le contenu acide de l'estomac. Mais aussi il stimule l'estomac et le pousse à produire plus d'acide.
- Les boissons gazeuses : pas seulement les sodas contenant de la caféine mais toutes les boissons enrichies en gaz car les petites bulles se dilatent dans l'estomac, créant une pression sur le sphincter.

Comment limiter les symptômes du reflux ?

Le reflux est sans doute la plus commune des maladies du système digestif (on estime qu'un adulte sur 6 en souffre et que tous les bébés ont un reflux physiologique). Le principal traitement consiste à limiter les symptômes en évitant ce qui les déclenche. Parmi les principaux aliments mal tolérés citons : le vinaigre, les cornichons, les plats épicés, les agrumes, les tomates, la menthe ou encore les oignons. Mais si l'on identifie aisément les aliments qui irritent les muqueuses, on prête beaucoup moins attention aux boissons que l'on ingurgite. Or, certaines d'entre elles incitent l'estomac à produire encore plus d'acide gastrique, ce qui déclenche une pression sur le sphincter... et les immédiates remontées acides.

Les boissons à privilégier en cas de reflux

- Le thé au gingembre : le gingembre est un pansement naturel pour l'estomac car il aide à réduire la production d'acide gastrique. La boisson idéale : du thé déthéiné avec du gingembre frais et une touche de miel en guise d'édulcorant.
- Le lait d'amande : à préférer au lait de vache car la haute teneur en matières grasses de ce dernier peut aggraver les symptômes du reflux. Le lait d'amande, à l'inverse, est alcalin et peut neutraliser l'acidité de l'estomac.

Le CAC d'Adrar désormais opérationnel

Le Centre anti-cancer (CAC) de la wilaya d'Adrar est entré en service après avoir été doté d'équipements médicaux de pointe utilisés en imagerie médicale, a indiqué mardi un communiqué du ministère de la Santé. "Dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre le cancer et du renforcement et de la promotion de la santé dans le Sud et les Hauts-Plateaux, le Centre anti-cancer (CAC) d'Adrar est entré en service après avoir été doté des derniers équipements médicaux utilisés en imagerie médicale, à l'instar d'appareils d'imagerie par résonance magnétique (IRM) et de radiographie et de matériel de laboratoire, ainsi que d'autres équipements avec

des technologies innovantes pour assurer une prise en charge optimale des patients", précise le communiqué. Ce centre, d'une capacité de 140 lits, "dispose de 10 services: radiothérapie, chimiothérapie, anatomie pathologique, chirurgie en cancérologie, médecine nucléaire, oncologie, hématologie, anesthésie et réanimation et un laboratoire central". L'encadrement de ces services est assuré par des médecins spécialistes en oncologie, en radiothérapie, en anesthésie et en réanimation, ainsi que des opérateurs d'appareils d'imagerie par rayons X, en sus des psychologues, des pharmaciens et des aides infirmiers, ce qui permet de "promouvoir les services de santé

et de garantir une couverture médicale optimale pour les patients d'Adrar et des wilayas avoisinantes", ajoute la même source. Le ministère a souligné que cette importante structure de santé "devra répondre aux aspirations et aux espoirs des cancéreux en leur prodiguant des prestations médicales de qualité et en leur épargnant la contrainte du déplacement vers d'autres wilayas, notamment du Nord". Le Centre de lutte contre le cancer d'Adrar est doté de "trois (3) accélérateurs, d'un (1) IRM, d'un (1) scanner et d'un (1) appareil d'échographie mammaire, en sus de quatre (4) appareils d'échographie et de quatre (4) autres pour l'imagerie médicale".

CANCER COLORECTAL:

Réduire l'incidence au moyen du diagnostic précoce

Le président de l'Association des gastro-entérologues libéraux de l'Algérois (AGELA), Dr Malik Bouchène, a souligné, vendredi à Alger, l'importance du diagnostic précoce afin de réduire l'incidence du cancer colorectal. "L'Algérie enregistre plus de 6.000 nouveaux cas du cancer du colon par an. C'est le 1er type de cancers affectant les hommes et le 2ème touchant les femmes après celui du sein. Ce pourquoi, nous travaillons pour arriver à des diagnostics précoces afin d'en réduire l'incidence", a déclaré à l'APS, Dr Bouchène, en marge du 11ème séminaire de formation médicale continue (FMC) organisé par ladite association. Il a déploré que cette pathologie "représente 40 à 60 % des diagnostics de cancers

effectués à un stade avancé", avant de noter que "la coloscopie permet de faire des examens plus poussés de la maladie et par conséquent, en réduire la fréquence". "Cette performance diagnostique nous permet de faire un grand travail en matière de dépistage de la lésion précancéreuse qu'est le polype. Or, cet examen invasif coûte cher et n'est malheureusement pas remboursé", a ajouté le spécialiste, plaidant pour l'encouragement de "l'accessibilité" à ce traitement par son remboursement par la Sécurité sociale. Ceci, a-t-il poursuivi, au même titre que les maladies cardiovasculaires traitées dans le secteur privé et comprises dans la nomenclature des pathologies remboursables, faisant remarquer que la coloscopie contribue "non

seulement à réduire l'incidence du cancer colorectal mais aussi le coût de la prise en charge des malades". Le président de l'AGELA a, par ailleurs, insisté sur l'impératif d'une alimentation saine et d'exercer une activité sportive pour se prémunir contre le cancer colorectal, dont le facteur héréditaire est également à prendre en considération parmi les causes de la maladie. Abordant le contenu de cette rencontre scientifique de 2 jours et visant à "améliorer les connaissances et les pratiques des praticiens", il a fait savoir que nombre de thématiques y seront abordées, dont la maladie cœliaque, l'endoscopie thérapeutique, les maladies inflammatoires chroniques de l'intestin, le foie, etc.

CANCER DU COL DE L'UTERUS:

Créer des unités de dépistage et de diagnostic

La création des unités spécialisées dans le dépistage et le diagnostic du cancer du col de l'utérus à travers les établissements de santé, a été soulignée samedi à Constantine, par les participants aux journées d'information et de sensibilisation sur ce type de cancer, organisées par l'établissement public de santé de proximité (EPSP) Bachir Mentouri. Les recommandations des spécialistes et conseillers-experts du secteur de la santé, visent à améliorer l'espérance de vie des personnes atteintes de ce cancer en veillant au diagnostic et au dépistage précoces dans le but de protéger les personnes dès le début de la maladie, a indiqué à l'APS le médecin chef de la polyclinique Moussa Amrouche de la cité Boumerzoug, Soraya Sifi. Lors de cette manifestation tenue dans le cadre du programme établi tout au long du mois de février en cours en coordination avec la direction de la santé pour la célé-

bration de la journée mondiale du cancer (4 février de chaque année), la même praticienne a affirmé que le dépistage permet un diagnostic précoce des cancers, avant même l'apparition des premiers symptômes et augmente considérablement les chances de réussite du traitement et de guérison, mettant en exergue le rôle déterminant des spécialistes du secteur de la santé pour informer et sensibiliser la population concernée sur les dangers et les méthodes de prévention contre cette pathologie à travers l'organisation de ces journées de vulgarisation. Le cancer du col de l'utérus est plus fréquent chez les femmes, âgées entre 25 et 65 ans dont la majorité des cas (plus de 90 %) est due au papillomavirus humain (PVH) infection virale et une maladie sexuellement transmissible, a expliqué le Dr Sifi. Les personnes souffrant de cette maladie doivent bénéficier d'un suivi régulier adapté



et un accompagnement sur les plans médical, psychologique et social pour une meilleure maîtrise des facteurs de risque et cela à travers la mobilisation des équipes pluridisciplinaires composées notamment de médecins oncologues et de psychologues, a affirmé de son côté,

Mourad Zoghiani, directeur de l'EPSP Bachir Mentouri, qui a insisté sur la nécessité de conjuguer les efforts pour l'aménagement des unités de dépistage et de diagnostic du cancer du col de l'utérus dans la wilaya où seule une unité de ce genre se trouve actuellement à la

polyclinique de la cité Boumerzoug. Pour rappel, l'EPSP Bachir Mentouri couvre actuellement 19 structures de santé sises au chef-lieu de wilaya dont 10 polycliniques, 2 salles de soins, un centre intermédiaire de soins pour toxicomanes et un destiné aux soins de santé transfrontalier implanté à l'aéroport Mohamed Boudiaf. Devant se poursuivre jusqu'à la fin du mois de février en cours, le programme de célébration de la journée mondiale du cancer élaboré par la DSP de Constantine en collaboration avec les structures de santé de diverses communes, a ciblé différentes franges de la société dont des élèves des établissements d'enseignement secondaire, des structures de la jeunesse et des sports et des étudiantes des établissements et résidences universitaires, à travers l'organisation des journées d'études, des campagnes de sensibilisation et de dépistage de divers cancers, a-t-on noté.

« La perte de poids est un effet secondaire très désagréable du traitement contre le diabète »

Sur les réseaux sociaux, certains semblent avoir trouvé la solution pour perdre du poids : l'Ozempic. Une internaute témoigne et affirme que c'est son médecin qui lui a prescrit ce médicament puisqu'elle ne parvenait pas à perdre le poids pris pendant ses grossesses.

Elle aurait perdu 10 kg en un mois seulement. Un tiktokeur suivi par plus de 34.000 personnes vend une perte de 40 kg en trois mois. Jean-François Thébaud, vice-président de la Fédération française des diabétiques suit cette tendance depuis l'été dernier, et s'en inquiète.

Qu'est-ce que l'Ozempic dont certains influenceurs font la promotion sur les réseaux sociaux ?

Vous avez un peu plus de 200.000 personnes diabétiques qui prennent ce médicament en France. Et de cette catégorie de médicament, que l'on appelle les AGLP1, ils sont environ 600.000 dans le pays. Il s'adresse aux personnes diabétiques de type 2. Ce médicament, qui prend la forme d'une piqûre a des effets de régulation de la glycémie, donc de régulation du diabète. Il a également un effet de prévention des risques cardiovasculaires chez les diabétiques.

Mais pourquoi certains affirment qu'il permet de perdre du poids ?

C'est effectivement l'un des effets secondaires de ce médicament. Le mécanisme de cette perte de poids est complexe car ça agit sur la glycémie. Mais il y a un facteur



principal qui est que ça coupe l'appétit, parce que ça ralentit la vidange gastrique. On a donc moins faim et on a une satiété plus importante. Dans les effets secondaires désagréables, et qui sont efficace pour maigrir, il y a les états nauséux, et l'inconfort digestif qui fait qu'on n'a pas envie de manger. Indirectement ça coupe la faim, même si ce n'est pas un coupe-faim car ce médicament n'agit pas au niveau cérébral. Ça n'agit pas en diminuant réellement la faim.

L'Ozempic, et les autres médicaments de sa catégorie, remplissent donc effectivement les objectifs souhaités par les internautes ?

Tous ça, ce sont uniquement des effets secondaires du traitement, qui sont très désagréables. Pour une personne diabétique on recommande de perdre entre 5 et 10 % de son poids, généralement. Ça contribue à équilibrer le diabète. Cette perte de poids,

on demande qu'elle soit lente et progressive, donc sur plusieurs mois. On a affaire à une maladie chronique, on n'est pas pressé. Et le patient, une fois qu'il est traité, prendra son médicament tout le temps. Pour une prise pour perdre du poids, c'est complètement différent. Une fois qu'on est arrivé à l'objectif souhaité, on arrête le traitement. La personne va donc de nouveau grossir. Plus la perte de poids est rapide, plus on regrossit vite, ça ne donne pas d'effet à long terme. La seule solution pour perdre du poids de manière durable c'est de modifier son comportement alimentaire.

Le même traitement a été développé pour lutter contre l'obésité par le laboratoire pharmaceutique Novo...

Effectivement, il se trouve que les études du laboratoire qui fabrique Ozempic ont montré qu'il était très efficace pour la perte de poids. Ils ont réalisé des études spécifiques avec une indication différente, non pas contre le diabète mais contre l'obésité. Pour son utilisation pour une personne diabétique, le dosage est d'une piqûre de 1 mg par semaine. Pour cette étude, ils ont mis des doses plus importantes : 2,4 mg. Ce sont des médicaments qui sont très efficaces, mais qui ont des effets très complexes au niveau du corps. Pour le faible

dosage prescrit pour le diabète, le risque d'effets secondaires graves est moindre. Il y a de la constipation qui peut-être sévère, des troubles au niveau de la thyroïde, de la vésicule biliaire, et des cas de cancer du pancréas ont même été signalés. Est-ce qu'on ne risque pas, avec une dose plus forte et une population nettement plus grande, davantage de ces effets ? Le tout est que la balance bénéfices contre risques reste positive.

Aujourd'hui est-il possible d'avoir accès légalement à ce traitement pour perdre du poids ?

Le médicament contre l'obésité a été développé et est vendu sous le nom de Wegovy. Il est autorisé dans de nombreux pays. En France, la Haute Autorité de santé a donné son accord pour qu'il soit remboursé. Pour autant, il n'est pas encore commercialisé car il n'y a pas eu d'accord entre l'Etat et l'industriel sur le prix. Les personnes qui sont très obèses, avec un IMC supérieur à 40 ou 45, peuvent aujourd'hui profiter de ce médicament dans le cadre d'une procédure précoce. Ce qui inquiète, c'est la généralisation de cette prescription aux personnes qui ont seulement un surpoids modéré. Ça ne vaut pas le coup de prendre des risques pour ça.

Une dent connectée pour détecter les maladies dans la salive

A Toulouse, une équipe de chercheurs associés à un dentiste sont peut-être en train de révolutionner le dépistage. Leur projet ? La mise au point d'une dent connectée capable de détecter de nombreuses pathologies simplement dans la salive. De nombreuses pathologies sont décelables simplement dans la salive, un fluide encore peu utilisé, qui intéresse particulièrement l'INSERM. Ainsi sur Toulouse, chercheurs et dentistes ont décidé d'investir ce terrain avec une idée à la fois simple et innovante : créer une dent connectée pour déceler en temps réel et dans la bouche plusieurs des maladies qui peuvent impacter nos vies.

La salive, un intérêt biologique majeur

Pour Matthieu Minty, maître de conférence universitaire I2MC et chercheur à l'initiative de ce projet, les échantillons de salive

représentent des matériaux passionnants à ce jour car beaucoup plus simples à utiliser que le sang. "On peut y détecter de plus en plus de pathologies, notamment neurodégénératives, comme Alzheimer, ou encore des cancers oraux faciaux qui dont on trouve des prémices dans la salive avant même qu'on puisse les détecter dans le sang." Le chercheur annonce ainsi vouloir ainsi accélérer la prévention grâce à cette salive porteuse d'informations.

Une dent connectée, la prochaine étape

Forts de leurs connaissances dans ce fluide, les chercheurs de l'INSERM ont donc eu l'idée de se lancer dans l'élaboration d'une couronne connectée, placée sur une dent, capable de détecter les pathologies grâce aux biomarqueurs déjà identifiés. "C'est un



dispositif qui peut également aider les patients diabétiques, qui doivent contrôler leur glycémie" soutient le professeur Vincent Blasco-Baque dans un reportage de France 3 régions. "La salive est un fluide gratuit tout le temps présent. Une couronne connectée permettrait d'avoir un suivi gly-

cémique à la demande, et d'éviter les dispositifs compliqués, avec aiguilles" poursuit-il. Une innovation qui nécessite aujourd'hui des financements pour parvenir à son terme. L'équipe qui compte finaliser son prototype dans les 6 mois, espère une commercialisation dès l'an prochain.

APRÈS QUARANTE ANNÉES D'UNE GUERRE CONTRE LES DROGUES COÛTEUSE ET INEFFICACE: La Colombie veut changer de stratégie



Malgré les milliards de dollars dépensés par Washington pour couper à la racine le trafic de cocaïne depuis des décennies, les cartels colombiens semblent plus forts que jamais. Analyse. La guerre contre les drogues est un échec, la Colombie, qui en a payé le prix cher, entend y mettre fin. Depuis son arrivée au pouvoir, Gustavo Petro,

premier président de gauche du premier pays producteur mondial de cocaïne, dénonce la vision sécuritaire et militariste qui s'est imposée depuis près d'un demi-siècle en matière de lutte contre les stupéfiants. « Les fusils ne régleront pas le problème de la drogue », a résumé M. Petro. « La guerre contre les drogues a été décidée

à Washington, au départ comme une guerre interne », rappelle Francisco Thoumi, membre de l'Organe international de contrôle des stupéfiants. En 1971, pour des raisons de santé publique et de contrôle social, le président américain, Richard Nixon, fait de l'abus des drogues « l'ennemi public numéro un des Etats-Unis ». Ronald Reagan lancera l'expression « War on drugs ». En mal d'ennemi extérieur après la chute de l'Union soviétique, Washington fera de cette guerre sa nouvelle croisade. Trente ans et quelques milliards de dollars plus tard, la Colombie produit et consomme plus de drogues que jamais. La planète, aussi. Difficile d'estimer avec précision le coût humain de ces années de guerre contre les drogues en Colombie, tant il est imbriqué dans celui du conflit armé. Les morts, les disparus, les déplacés se comptent par centaines de milliers. A ces victimes directes, il faut ajouter les dommages collatéraux pour les droits humains, la démocratie,

l'économie et la position internationale du pays.

Cercle vicieux

Pourquoi la Colombie est-elle devenue, et restée pendant tant de temps, le premier producteur mondial de cocaïne ? La question fait toujours débat. La misère et l'injustice sociale sont incontestablement le terreau fertile de la violence et de l'illégalité, mais elles n'expliquent pas tout, puisqu'elles existent ailleurs. La géographie incroyablement fragmentée de la Colombie et sa difficulté à faire nation, sa position stratégique unique entre deux océans, sa longue expérience en matière de contrebande et de corruption, la présence ancienne de groupes armés sont autant d'éléments d'explication. Aucun ne suffit à lui seul. Le cercle vicieux s'est depuis longtemps enclenché : le trafic de drogue fleurit sur des institutions fragiles qu'il ne cesse de corrompre.

THE LAST OF US : Le champignon qui transforme les personnes en zombies dans la série existe bien

Le cordyceps, un champignon qui se nourrit d'organismes humains dans la nouvelle série dystopique The Last of Us existe également dans la vie réelle. Mais est-il aussi dangereux pour la santé ? Des champignons parasites, capables de coloniser le monde à cause du réchauffement climatique, et de se nourrir de nos organismes humains... Telle est la vision sombre et horrifique que les amateurs du genre peuvent apprécier depuis lundi sur Prime Video avec la sortie de la série éponyme The Last of Us. Un champignon notamment, le cordyceps, chamboule le monde tel que nous les connaissons.

Un champignon meurtrier... pour les insectes

Dans la série, le champignon en question, ce cordyceps, n'est pas des plus sympathiques : il infecte les humains, grandit en eux, et les transforme tout simplement en zombie dont il prend le contrôle. Et dans la vie ? Le cordyceps existe bien et il représente un danger... Mais seulement pour les insectes qui croisent sa route. Le champignon, qui ressemble à s'y méprendre à une chenille, se développe en effet sur eux, poursuit sa croissance en pénétrant leur organisme et les tue par la même occasion. Un comportement affreux, certes, mais qui ne menace aucunement les humains que nous sommes.

Le cordyceps, et ses bienfaits en médecine

Inutile donc de s'affoler, le cordyceps pas dangereux pour l'homme et même au contraire. Il est utilisé depuis longtemps comme ingrédient dans certains compléments alimentaires sous forme de poudre ou en extrait, sous forme de gélules. Sa teneur très riche en nutriments, en acides aminés, en protéines, en minéraux et des oligo-éléments et vitamines (B1, B2, B12, E et K), lui confère de hautes propriétés : Réduire le stress ; Booster le système immunitaire ; Aider les reins à leur bon fonctionnement ; Limiter la croissance des tumeurs ; Il serait aussi un excellent antioxydant.

L'importance des mesures de prévention des risques des intempéries soulignée

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a mis en avant, dimanche dans un communiqué, l'importance de l'action de proximité pour sensibiliser les citoyens aux mesures de prévention des différents risques des intempéries.

Pour rappel, le ministère avait adressé en juillet, une correspondance aux walis portant nombre de mesures de prévention de ces risques et ce, dans le cadre de "l'intensification des efforts préventifs contre les intempéries notamment les fortes précipitations qui dépassent les moyennes saisonnières dans certaines régions du pays, provoquant ainsi des crues et des inondations aggravées par l'activité humaine ce qui engendre des conséquences fatales dont des pertes humaines et matérielles". Selon le communiqué, la note a bien précisé "les actions de prévention à entreprendre à partir du mois d'août courant par les services communaux et les services techniques compétents à travers notamment le repérage constant des points noirs des déchets en vue de les éliminer outre la définition des lacunes relatives aux réseaux d'évacuation des eaux pluviales pour y remédier". Le ministère a également instruit les wali via cette note à l'effet d'"intensifier les opérations de nettoyage des re-



gards et des avaloirs, d'aménager les pistes et d'accélérer la réalisation de toutes les structures relatives à la protection des agglomérations contre les inondations, outre le contrôle de la qualité des eaux de puits individuels et collectifs et des eaux de source dans l'objectif de les traiter périodiquement pour les protéger

contre la pollution et se prémunir contre les maladies hydriques". La même instruction comporte, par ailleurs, "nombre d'actions d'encadrement devant être accomplies au plan local, en application des grands axes de la politique nationale de prévention des risques majeurs, à l'instar de l'analyse des intempéries au niveau ter-

ritorial durant les dernières années et l'étude de leurs spécificités et impact, à même de permettre la mise en place de mécanismes d'alerte précoce". L'instruction prévoit également la nécessité de procéder à "un recensement minutieux de l'ensemble des ressources humaines concernées par la gestion et le suivi des effets des intempéries, tout en tenant compte de l'inventaire des moyens matériels indispensables et des différentes voies de fédération des moyens d'intervention et d'approvisionnement continu des citoyens en produits nécessaires, tout en se souciant de la mise à jour continue des plans de wilaya et communaux d'organisation des secours". L'instruction a mis en avant "l'importance de l'action de sensibilisation de proximité à l'endroit des citoyens autour des dispositifs préventifs devant être suivis, tout en appelant les services des collectivités à consolider la communication, via tous les moyens offerts en vue d'informer les citoyens de tout imprévu", conclut le communiqué.

TIPASA:

2e caravane d'aides pour les zones affectées par les incendies à Bejaïa

Une 2e caravane d'aides a été lancée, samedi, à partir de Tipasa, à l'initiative des services de la wilaya, en direction des régions affectées par les incendies de forêts survenus fin juillet dernier à Bejaïa. Cette caravane, exprimant la solidarité de la wilaya de Tipasa avec les

populations des régions affectées par les incendies de forêt à Bejaïa, comprend six camions chargés de 330 qx d'aides humanitaires, a indiqué le wali de Tipasa, Aboubakr Seddik Boucetta, au lancement de cette opération. Les aides envoyées au Centre de collecte des

aides de Bejaïa, englobent des denrées alimentaires de base, des couvertures, de la literie, des colis de médicaments, des vêtements et des quantités d'eau potable, réunis à l'initiative des services de la wilaya de Tipasa, en coordination avec des bienfaiteurs et des entreprises

économiques. Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'élan de solidarité nationale visant à porter aide aux habitants des zones sinistrées, immédiatement après la déclaration d'incendies de forêt dévastateurs dans un nombre de wilayas du pays.

ALGER:

Rencontre sur le rôle des jeunes dans la réalisation du développement durable

La capacité des jeunes à contribuer au développement durable a été mise en avant, dimanche à Alger, lors d'une rencontre organisée à l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse, sous le slogan "investir dans les jeunes pour un avenir prospère et un monde durable". A cette occasion, la représentante de l'Association algérienne pour la planification familiale (AAPF), Soumia Salhi a précisé que les jeunes sont "la force de l'avenir", soulignant que l'objectif de la célébration de cette journée, proclamée par l'Assemblée générale de l'ONU, le 17 décembre 1999, est de "valoriser les jeunes et

leur capacité à contribuer au développement durable". Pour sa part, la chargée de programme au Fonds des Nations-unies pour la population (FNUAP), Badia Haddouche a appelé à renforcer la participation des jeunes au développement et à investir, à l'avenir, dans cette catégorie. Dans ce sillage, le président de l'Association nationale "Solidarité Aids", Ahcène Boufenissa, a souligné l'importance du slogan choisi par l'Algérie pour célébrer la Journée internationale de la jeunesse, appelant à œuvrer à placer la santé des jeunes "au centre des priorités".



TLEMCEN:

Tous les moyens disponibles pour l'enlèvement des déchets

Une large campagne de nettoyage a été lancée, dernièrement dans la ville de Tlemcen, ciblant 48 points noirs cumulant des déchets urbains, a-t-on appris auprès de la Direction de wilaya de l'Environnement. Cette campagne, supervisée par la cellule de wilaya chargée du nettoyage des quartiers, porte sur tous les points noirs recensés à travers les cités à

forte densité démographique de la commune de Tlemcen dont "Yaghmoracen Benziane" (Oudjilida), "Abdelmoumen Benali" (Boudjlida), "Rostomides" (Koudia) et "Abou Tachfine" (ex-Bréa). Cette campagne, dont tous les moyens nécessaires pour l'enlèvement des déchets ont été mobilisés, cible le nettoyage des espaces verts et des sites

archéologiques et touristiques répartis à travers la commune de Tlemcen. Une large opération de recensement de ces points noirs a été réalisée, avant le lancement de l'opération de nettoyage à travers les quartiers précités. La Direction de l'Environnement mise sur l'esprit de civisme des citoyens résidant dans ces quartiers pour participer à ces campagnes

de volontariat pour le nettoyage de l'environnement, ainsi que sur l'importance de lutter contre ces points noirs et la préservation de la propreté des cités d'habitat, et ce pour leur propre sécurité contre les effets néfastes de ces points noirs, fréquentés par les chiens errants, pouvant mener à la propagation de maladies transmissibles.

BLIDA:

Plus de 2.500 enfants bénéficient de sorties en mer

Plus de 2.500 enfants de la wilaya de Blida ont bénéficié de sorties en mer prévues par le Plan bleu, depuis son lancement au début de la saison estivale, a-t-on appris, samedi, de la Direction de la jeunesse et des sports (DJS). Une majorité des enfants bénéficiaires de l'opération Plan bleu, qui se poursuivra jusqu'au 31 août courant, sont issus de régions reculées de la wilaya et relèvent de familles à faible revenu, a-t-on ajouté de même source. Il s'agit de l'organisa-

tion par la DJS, en coordination avec la ligue de wilaya des activités de plein air, de sorties quotidiennes vers l'une des plages de la ville de Zéralda (Alger), où les enfants en question bénéficient d'activités culturelles et récréatives, en plus de la baignade en mer, considérée comme l'activité préférée des chérubins. Cette initiative a été fort accueillie par les enfants et leurs familles, dont une majorité n'a pas les moyens financiers pour se rendre au niveau des

plages. Selon la DJS de Blida, le Plan bleu 2023 vise à faire bénéficier près de 10.000 enfants de la wilaya de sorties en mer. Toujours au titre des initiatives visant à assurer des espaces de loisirs aux enfants, la DJS a, également, lancé l'opération «baignade pour tous», bénéficiant d'un engouement considérable de la part des enfants, qui affluent quotidiennement vers les piscines semi-olympiques du complexe sportif Mustapha-Tchaker de Blida et de Bou-

farik, dans l'attente de l'ouverture «prochaine» d'une 3e piscine similaire dans la ville d'El Affroun (Ouest). L'initiative, organisée en coordination avec l'Office des établissements de jeunes et de l'Office des parcs omnisports de la wilaya (OPOW), avec la participation des établissements de jeunesse, a pour objectif de dissuader les enfants de se baigner dans les plans d'eau, dont ils ignorent les dangers, est-il signalé de même source.

NAGUÈRE DESTINATION ESTIVALE:
Le lac irakien d'Habbaniyah est devenu une "mare"



Foi de commerçant, Mohammed n'avait jamais vu un été aussi désastreux: la sécheresse qui rudoie l'Irak a considérablement réduit la taille du jadis majestueux lac Habbaniyah, dont les eaux saumâtres tiennent aujourd'hui à distance des estivants autrefois ravis d'y trouver un peu de fraîcheur. Bouées, épuisettes, t-shirts... Mohammed a sorti ses meilleurs articles sur le pas de sa boutique, située à quelques dizaines de mètres du lac. Mais si la marchandise est là, le touriste est aux abonnés absents. "Les deux dernières années, il y a eu de l'activité", raconte Mohammed, 35 ans, qui ne souhaite pas donner son nom complet. "Mais maintenant, il n'y a plus d'eau. Cette année, c'est la sécheresse, la sécheresse!", dit-il, la chemise imprégnée de transpiration dans cette atmosphère irrespirable où le thermomètre tutoie les 50 degrés. Les eaux du lac Habbaniyah, à une heure et demie de voiture à l'ouest de Bagdad, se sont retirées sur plusieurs dizaines de mètres en un an. Et pour cause, "le lac ne contient plus que 500 millions de mètres cubes d'eau", contre "3,3 milliards de mètres cubes lorsque le lac était à sa capacité maximale", ce qui est arrivé pour la dernière fois en 2020, explique à l'AFP Jamal Odeh Samir, directeur des ressources hydriques de la province d'Al-Anbar, dans laquelle est situé le lac artificiel.

Oasis de fraîcheur

La station balnéaire autour d'Habbaniyah, où les magasins comme celui de Mohammed côtoyaient les appartements de vacances, est désespérément vide en pleine saison estivale. Sur la plage ne restent plus que quelques parasols épars et une poignée de chiens errants. Et pour atteindre l'eau, il faut désormais parcourir plusieurs dizaines de mètres dans une boue malodorante. Le lac Habbaniyah était pourtant réputé il y a quelques années encore dans tout le Moyen-Orient comme une oasis de fraîcheur en plein désert. Mais comme le reste du pays, Habbaniyah suffoque. L'Irak vit sa quatrième année de sécheresse consécutive. Le pays est l'un des cinq les plus exposés à certains effets du changement climatique, selon les Nations unies. Les réserves stratégiques d'eau en Irak sont à leur niveau le plus bas" depuis près d'un siècle, a récemment averti le porte-parole du ministère des Ressources hydriques, Khaled Chamal. Et cette semaine, en visite dans le pays, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU Volker Türk s'est même ému que les températures en hausse, la sécheresse et la perte de la biodiversité soient une "réalité" en Irak. "C'est un signal d'alarme adressé à l'Irak et au monde entier", a-t-il déclaré. A Habbaniyah, le peu de précipitations et les températures extrêmes ont contribué à la baisse du niveau du lac. Mais il faut surtout regarder du côté de l'Euphrate, qui alimente le plan d'eau et prend sa source en Turquie et traverse la Syrie avant d'arroser l'Irak.

FONDATEUR DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE: Adam Smith, 300 ans et toujours vivant

En 1723 naissait le fondateur de l'économie politique, fervent défenseur de la liberté et des échanges. Travail, prix, capital... il a jeté les bases d'un débat qui définit, encore aujourd'hui, nos sociétés et fonde leur prospérité.

Un Prix Nobel, une directrice du Fonds monétaire international (FMI), des chercheurs du monde entier... L'université de Glasgow n'est pas le centre du monde, ni même celui de la pensée économique contemporaine, mais, pendant une semaine, elle s'est reprise à rêver de l'époque où elle était le phare des lumières écossaises du XVIII^e siècle. Du 5 au 10 juin, elle a fêté dignement le tricentenaire de la naissance de son plus illustre élève, Adam Smith. « Quand j'étais enfant à Edimbourg, dans les années 1950 et 1960, on ne parlait plus de lui, se souvient Angus Deaton, Prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel, en 2015. Il est maintenant redevenu ce qu'il est, l'un des plus grands penseurs écossais. » L'héritage de l'inventeur de l'économie politique devient



soudain plus vivant que jamais. L'ancienne cheffe économiste et désormais directrice générale adjointe du FMI, Gita Gopinath, ne dit pas autre chose quand elle compare l'invention de la machine à vapeur par James Watt, à l'époque de la

sortie de la Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations (1776), l'ouvrage phare d'Adam Smith, à l'émergence de l'intelligence artificielle aujourd'hui. « Comment aurait réagi l'auteur de La Richesse des nations face

à cette nouvelle "main invisible" ? », s'interroge-t-elle, dans sa conférence à Glasgow.

Un homme des Lumières

Trois cents ans et toujours vivant, Adam Smith ! Il a jeté les bases de la discipline reine des temps modernes, l'économie, et inspira ses illustres successeurs, Ricardo, Marx, Keynes et bien d'autres. Mais il était aussi un philosophe et un homme des Lumières. Il a côtoyé Voltaire, Rousseau, Diderot et Turgot. Moraliste, il détestait la richesse qui corrompt l'esprit. Et, pourtant, économiste, il en a fait le moteur du progrès et de la prospérité. Une dualité qui ne le quittera jamais et que les penseurs allemands de son temps avaient appelée « Das Adam Smith Problem ».

Disney+ prévoit la fin du partage des mots de passe entre utilisateurs

Pour faire face à des soucis de rentabilité et à la perte d'abonnés, la plateforme lancée par le célèbre studio d'animation envisage plusieurs mesures. Lancée en grande pompe en 2019, la plateforme Disney+, directement liée au studio d'animation américain, connaît un coup de frein dans sa progression. Le dernier trimestre est en effet le troisième consécutif durant lequel la plateforme de streaming perd des abonnés. Le groupe californien a toutefois promis d'inverser la tendance cet été pour améliorer sa rentabilité. Ce n'est pas le seul souci du Royaume enchanté, confronté à une grève historique des scénaristes et acteurs ainsi qu'à des recettes médiocres dans les cinémas et sur les chaînes de télévision, ses canaux traditionnels. Mercredi, Disney a publié des résultats trimestriels mitigés pour la période d'avril à juin – 22,3 milliards de dollars de chiffre d'affaires, en petite hausse sur un an mais légèrement inférieur aux attentes des analystes – et annoncé une hausse des prix pour Disney+. L'abonnement mensuel à la plateforme, sans publicité, passera ainsi de 11 à 14 dollars en octobre aux États-Unis, le double du prix initial il y a quatre ans. « Nous avions déjà augmenté nos prix en 2022 », a rappelé Bob Iger, le patron de la société, lors d'une conférence téléphonique mercredi. « Et nous n'avions pas assisté à des pertes significatives du nombre d'abonnés, ce qui était réconfortant ». L'entreprise a en outre prévu de resserrer la vis en 2024 sur le partage des mots de passe entre utilisateurs pour les empêcher de profiter gratui-

tement des contenus. Cette méthode a permis à Netflix de voir son nombre d'abonnés bondir au deuxième trimestre. Le pionnier du secteur en compte plus de 238 millions dans le monde, contre 146 millions pour Disney+.

18 millions d'abonnés en moins

De fin septembre à fin juin, la plateforme de Mickey et Marvel a perdu 18 millions d'abonnés en tout, principalement à cause du marché indien. Hotstar, la déclinaison locale de Disney, pèse quasiment un tiers du total mondial, mais elle a perdu les droits de retransmission du championnat national de cricket. En Amérique du Nord, le service a enregistré un léger recul de 1 % du nombre d'abonnés, le deuxième consécutif. Mais cet été, le nombre d'abonnés à Disney+, hors Inde, « va rebondir aux États-Unis et à l'international », a promis Kevin Lansberry, directeur financier par intérim. Bob Iger s'est en outre félicité que 3,3 millions de personnes aient souscrit l'abonnement avec publicités depuis son lancement en fin d'année dernière. En termes financiers, l'activité de streaming reste déficitaire, mais elle a continué à réduire ses pertes opérationnelles sur le trimestre, à 512 millions de dollars au lieu de 1 milliard l'année dernière à la même période. « C'est encourageant », a commenté Paul Verna d'Insider Intelligence, « mais c'est principalement dû aux licenciements massifs et à la baisse des dépenses dans les contenus, plutôt qu'à la croissance



réelle. » Disney a par ailleurs vu ses ventes de films et programmes aux cinémas et chaînes de télévision diminuer de 7 % sur un an, à 6,7 milliards de dollars. Le bénéfice opérationnel de l'activité a plongé de 23 %, à 1,9 milliard de dollars. Seuls les revenus des parcs d'attractions, croisières et produits dérivés ont progressé substantiellement, de 13 %, à 8,3 milliards de dollars.

7 000 postes en moins

À Wall Street, l'action de Disney a initialement baissé lors des échanges électroniques après la clôture de la Bourse mercredi, mais elle progressait de près de 3 % après les annonces de hausses des prix. Sous l'impulsion du patron Bob Iger, le Royaume enchanté a entrepris de faire des économies cette année, notamment en supprimant 7 000 postes et en réduisant la production de contenus. Rappelé aux commandes fin 2022, M. Iger, 72 ans, avait déjà dirigé l'entreprise de 2005 à 2020. Le

conseil d'administration du groupe a voté à l'unanimité en juillet pour prolonger son contrat jusqu'à la fin 2026. Mais l'émblématique dirigeant a perdu en popularité ces derniers mois. Il fait face à une grève historique : les acteurs ont rejoint mi-juillet les scénaristes pour réclamer une revalorisation de leur rémunération, en berne à l'ère du streaming, et veulent obtenir des garanties contre l'usage de l'intelligence artificielle (IA). Des exigences « irréalistes », selon Bob Iger, conspué dans des manifestations de Los Angeles à New York. « Rien n'est plus important pour cette entreprise que sa relation avec la communauté des créateurs, les acteurs, auteurs, réalisateurs et producteurs », a-t-il déclaré mercredi, avant de s'engager « personnellement à travailler pour trouver des solutions ». En attendant, la grève va permettre à Disney de réaliser des économies, a souligné Kevin Lansberry, puisque les studios dépensent moins.

L'inflation américaine est jugulée, mais d'autres nuages apparaissent

L'indice des prix à la consommation de juillet a progressé de 3,2 % sur un an, selon les statistiques publiées jeudi. Un chiffre en légère hausse par rapport aux 3 % affichés en juin, mais inférieur aux attentes. L'inflation aux États-Unis semble en passe de devenir de l'histoire ancienne, tandis que la hausse des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed, banque centrale), passés de zéro à plus de 5,25 % en dix-huit mois, devrait s'achever. En effet, l'indice des prix à la consommation de juillet a progressé de 3,2 % sur un an, selon les statistiques publiées jeudi 10 août. Un chiffre en légère hausse par rapport aux 3 % affichés en juin, mais qui reste inférieur aux attentes. Surtout, l'intérêt est ailleurs : d'un mois à l'autre, l'inflation n'a progressé que de 0,2 % (environ 2,4 % en rythme annuel), qu'il s'agisse de l'indice global ou de celui hors énergie et alimentation. Le phénomène dure depuis deux mois, ce qui laisse entendre que la hausse des prix est proche de l'objectif de 2 % en rythme annuel poursuivi par la Fed. L'essentiel de cette hausse s'explique par le logement, les loyers tardant à baisser en dépit du relèvement des taux qui a fracassé le marché immobilier. Quant aux prix des services, qui avaient connu une folle envolée, ils se calment ; ainsi, ceux des billets d'avion, qui étaient devenus prohibitifs, ont chuté de 18,6 % sur un an et de 8,1 % sur un mois.

L'économie américaine a créé 187 000 emplois en juillet

Cet atterrissage se fait alors que le marché du travail s'apaise un peu. Le pays connaît certes le plein-emploi – avec un taux de chômage de 3,5 % de la population active et une hausse de la participation au travail –, les salaires ont augmenté sur un an de 4,4 %, un chiffre trop élevé pour la Fed, mais l'économie américaine n'a créé « que » 187 000 emplois en juillet, signe d'un ralentissement de la surchauffe.

Les Etats-Unis subventionnent massivement deux usines de capture de carbone

Deux sites, l'un au Texas et l'autre en Louisiane, permettront de retirer l'équivalent des émissions annuelles de 445 000 automobiles à essence et de créer 4 800 emplois. Si les Européens mettent l'accent sur la sobriété énergétique pour lutter contre le réchauffement climatique, les Américains insistent beaucoup sur la capture carbone : continuer de consommer de l'énergie, y compris d'origine fossile, à condition de séquestrer le dioxyde de carbone (CO2) émis. C'est le projet qu'a annoncé, vendredi 11 août, l'administration Biden, en subventionnant à hauteur de 1,2 milliard de dollars (1,1 milliard d'euros) le développement de deux usines de capture directe de carbone dans l'air, l'une en Louisiane, la seconde au Texas, dans le bassin permien riche en hydrocarbures. « La réduction de nos émissions de carbone ne suffira pas à elle seule à inverser les impacts croissants du changement climatique. Nous devons également éliminer le CO2 que nous avons déjà émis dans l'atmosphère », a déclaré la secrétaire fédérale à l'énergie, Jennifer Granholm, se vantant de ce que le « ministère de l'énergie pose les fondations d'une industrie de capture directe de l'air décisive pour lutter contre le changement climatique ». Selon le ministère fédéral de l'énergie, ces projets permettront de retirer l'équivalent des émissions annuelles de 445 000 automobiles à essence et de créer 4 800 emplois au Texas et en Louisiane. Ces deux projets sont les premiers prototypes mondiaux à échelle commerciale et devraient permettre de retirer de l'atmosphère plus de 250 fois la quantité de carbone que la plus grande usine actuelle. Selon l'Agence internationale de l'énergie, 27 sites de capture directe de carbone ont été mis en service à travers le monde, mais il s'agit de petites unités, essentiellement des prototypes scientifiques. Seize projets importants sont en cours. Si tous étaient réalisés avec succès, la captation directe de carbone atteindrait, d'ici à 2030, 7,7 millions de tonnes de CO2, soit 500 fois le niveau actuel, mais à peine 10 % des 75 millions de tonnes nécessaires pour respecter le scénario de zéro émission nette.

LIBAN :

L'ex-patron de la banque centrale sous le coup de sanctions de la part des Etat-Unis



Riad Salamé est accusé de s'être enrichi par la corruption, même pendant l'aggravation de la crise qui frappe son pays. Le début de la retraite de Riad Salamé aura été rapidement troublé. Moins de deux semaines après avoir quitté ses fonctions à la tête de la Banque du Liban, l'ancien gouverneur a été sanctionné, jeudi 10 août, par les États-Unis, ainsi que par le Canada et le Royaume-Uni. Aux yeux du département américain au Trésor, ses « ac-

tions corrompues et illégales ont contribué à l'effondrement de l'Etat de droit au Liban ». Washington accuse l'ex-grand argentier, âgé de 73 ans et qui fut en poste pendant trente ans, d'avoir « abusé de sa position de pouvoir (...) pour s'enrichir et enrichir ses associés en acheminant des centaines de millions de dollars par le biais de sociétés-écrans en couches pour investir dans l'immobilier européen. » Il lui est aussi reproché d'avoir « placé ses intérêts et ambitions financiers personnels au-dessus de ceux des personnes qu'il servait, même quand la crise libanaise s'est aggravée. » Le Liban est en plein effondrement économique depuis 2019. Les mesures prises par les États-Unis et leurs partenaires signifient notamment que les avoirs de M. Salamé – ainsi que ceux de ses proches également mis sur liste noire – sont gelés dans ces pays. L'intéressé a indiqué à l'agence Reuters qu'il entendait « contester » la décision. L'administration américaine affirme que les « sanctions coordonnées » viennent « compléter » les enquêtes en cours, en Europe et au

Liban. Deux mandats d'arrêt ont été émis en mai par les justices française et allemande. Se présentant comme un « bouc émissaire », l'ancien gouverneur a toujours réfuté les accusations de détournement de fonds publics et de blanchiment d'argent.

Avertissement aux dirigeants politiques

M. Salamé a longtemps été considéré comme un fidèle partenaire des États-Unis. À la tête de la banque centrale, il avait accès à des données sensibles, y compris celles pouvant concerner des financiers du Hezbollah, que traque Washington. Le fait qu'il ait pu achever son ultime mandat avait été perçu par des observateurs comme le signe que les États-Unis avaient souhaité ménager leur ancien allié. « Il était toutefois notoire que les Américains ne soutenaient plus Riad Salamé », tempère un haut responsable libanais, avant d'ironiser : « Il leur aura fallu plus de temps pour arriver aux conclusions des enquêteurs européens. »

CORÉE DU NORD :

Kim Jong-un veut intensifier sa production de missiles

Le dictateur nord-coréen a affirmé lundi vouloir donner une nouvelle impulsion à la production nationale de missiles. Le leader de la Corée du Nord, Kim Jong-un, a demandé une « intensification radicale » de la fabrication de missiles, selon les informations de l'agence de presse d'État KCNA, alors que Séoul et Washington se préparent à des exercices militaires conjoints.

Selon KCNA, le leader autocrate a inspecté des usines de production de missiles, des munitions pour lance-roquettes multiples de gros calibre, ainsi que de véhicules blindés de combat, au cours de plusieurs visites effectuées vendredi et samedi. Le leader a fait part de sa « satisfaction » lors de la visite d'un centre de production de missiles qui est parvenu à « perfectionner les questions scientifiques et technologiques liées à la production » et a modernisé les armes. « Il a fixé un objectif important : augmenter considérablement la capacité de production de missiles », et a souligné le rôle de l'usine dans « l'accélération » des préparatifs en vue d'une guerre, selon KCNA. Kim a souligné « la nécessité de stimuler la production d'obus » et a personnellement conduit un véhicule blindé de combat, a affirmé l'agence. Des photos publiées par le journal Rodong Sinmun montrent Kim Jong-un rayonnant,



assis à la place du conducteur d'un « nouveau modèle de véhicule de combat blindé ». Au cours de ces inspections, il s'est également rendu dans des usines de production de munitions pour des lance-roquettes multiples de très gros calibre et des transporteurs-érecteurs-lanceurs

(TEL). L'armée nord-coréenne doit disposer d'une « force militaire écrasante » et être « prête à faire face à n'importe quelle guerre à n'importe quel moment », a déclaré M. Kim, affirmant qu'elle doit « anéantir » l'ennemi en cas d'attaque, a rapporté KCNA.

Des exercices militaires américains et sud-coréens à la fin du mois

Ces visites se sont déroulées au moment où la Corée du Sud et les États-Unis préparent des manœuvres conjointes, baptisées « Ulchi Freedom Shield », qui doivent se dérouler du 21 au 31 août. Pyongyang considère tous ces exercices comme des répétitions en vue d'une invasion et averti à plusieurs reprises qu'elle prendrait des mesures « écrasantes » pour y répondre. L'état-major interarmées de Séoul a qualifié ces manœuvres d'« exercice difficile et réaliste visant à renforcer le dispositif de défense conjoint et les capacités de réaction de l'alliance ». Un sommet entre les dirigeants de la Corée du Sud, des États-Unis et du Japon doit se tenir vendredi à Washington, avec pour objectif de renforcer leur coopération en matière de sécurité face à une Corée du Nord de plus en plus menaçante.

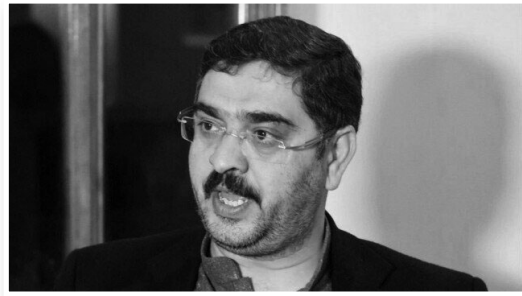
PAKISTAN :

Le nouveau Premier ministre intérimaire devait prêter serment hier

Anwaar-ul-Haq Kakar, un sénateur peu connu, doit prêter serment lundi au Pakistan pour endosser officiellement son rôle de Premier ministre intérimaire et mener le pays jusqu'aux élections prévues dans quelques mois. Le nouveau chef de gouvernement par intérim sera investi le jour de l'indépendance du pays, lundi après-midi, lors d'une cérémonie retransmise en direct à la télévision. "J'ai confiance dans la capacité du Premier ministre intérimaire à organiser des élections libres et équitables", a déclaré le Premier ministre sortant, Shehbaz Sharif, dans un discours d'adieu à la nation, dimanche en fin de journée. La première tâche de M. Kakar, 52 ans, consistera à choisir un cabinet pour diriger le pays à l'approche d'une période électorale qui pourrait durer des mois. Le Parlement a été officiellement dissous la semaine dernière et des élections doivent avoir lieu dans les 90 jours, conformément à la constitution, mais la diffusion le weekend dernier des données du dernier recensement pourrait les repousser. Le gouvernement a indiqué que la commission électorale avait besoin de temps pour redessiner les limites des circonscriptions électorales, alors que les autorités tentent d'apporter de la stabilité face aux crises sécuritaire, économique et politique auxquelles est en proie le pays.

climat politique agité

Le climat politique est agité depuis que Imran Khan a été démis de ses fonctions de Premier ministre par un vote de défiance en avril 2022. Le week-end dernier le septuagénaire a été condamné à trois ans de prison pour corruption et incarcéré. M. Khan, qui n'a pas non plus le droit de se présenter aux élections pendant cinq ans, a fait appel de sa condamnation. M. Kakar "a une carrière politique limitée et ne pèse pas lourd dans la politique pakistanaise", avait souligné l'analyste politique Hasan Askari Rizvi, interrogé par l'AFP ce weekend. "Cela peut être un avantage car il n'a pas d'affiliation forte avec les principaux partis politiques, mais "l'inconvénient", selon l'analyste, "c'est qu'il pourrait avoir du mal à faire face aux problèmes auxquels il sera confronté, sans le soutien actif de l'establishment militaire". Le mois dernier, le Parlement a adopté à la hâte une loi donnant au gouvernement intérimaire plus de pouvoir pour négocier avec des organismes internationaux tels que le Fonds monétaire international. Un indice supplémentaire laissant présager qu'il pourrait rester en place pendant un certain temps. Certains analystes pensent que ce délai pourrait donner du temps aux principaux partenaires de la coalition, à savoir la Pakistan Muslim League-Nawaz



(PML-N) et le Pakistan Peoples Party (PPP), pour affûter une stratégie contre le parti de M. Khan. Les États-Unis ont fait savoir mercredi qu'ils suivraient avec inquiétude la situation au Pakistan, craignant que des violences puissent éclater à l'approche des élections. Au Pakistan, derrière toute élection se cache l'armée, qui a organisé au moins trois coups d'Etat réussis depuis que le pays a été forgé à partir de la partition de l'Inde en 1947. M. Khan a bénéficié d'un véritable soutien populaire lorsqu'il est arrivé au pouvoir en 2018, mais les analystes estiment que ce n'était qu'avec la bénédiction des puissants généraux du pays, avec lesquels il se serait brouillé dans les mois qui ont précédé son éviction.

CORANS BRÛLÉS :

« Les médias russes dénigrent la Suède dans le monde arabophone »

La Suède soupçonne Moscou de saboter son entrée attendue dans l'Otan, en utilisant les autodafés du Coran commis depuis le début de l'année pour désinformer le monde musulman. Le gouvernement suédois de centre droit pense que Moscou ali-

mente, par le biais des médias qu'il contrôle, une vaste campagne de désinformation ternissant la réputation internationale du pays, accusé d'être islamophobe, et portant atteinte à sa sécurité et ses intérêts à l'étranger. « Cette campagne est soutenue

par des États et d'autres acteurs de type étatique dans le but de nuire à notre pays », affirmait, le 28 juillet, le ministre de la Défense civile suédois, Carl-Oskar Bohlin. « Nous voyons comment des acteurs soutenus par la Russie sont actifs pour propager

de fausses affirmations selon lesquelles la Suède en tant qu'État serait derrière la profanation des Saintes Écritures. » Un sondage du 26 juillet montre qu'un quart des Suédois pense que ces autodafés du Coran sont destinés à la consommation.

L'Irlande du Nord marque le 25e anniversaire de l'attentat d'Omagh

Familles des victimes, survivants et responsables politiques se sont réunis dimanche pour marquer le 25e anniversaire de l'attentat à la bombe d'Omagh, le plus meurtrier du conflit nord-irlandais, dans un contexte de tensions sécuritaires et politiques dans la province britannique. Le 15 août 1998, une voiture piégée, posée par des républicains dissidents, explose dans le centre-ville animé d'Omagh, tuant 29 personnes et en blessant 220. L'attentat a lieu quatre mois après la signature de l'accord du Vendredi Saint, censé mettre un terme à trois décennies de violences entre unionistes (surtout protestants) et républicains (en majorité catholiques) en Irlande du Nord, un conflit qui a fait plus de 3.000 morts. Pour marquer l'anniversaire, un service commémoratif organisé par des groupes de victimes a eu lieu dans la petite ville du centre de l'Irlande du Nord. Une

cérémonie privée sera aussi organisée pour les familles mardi 15 août. Perpétré par l'IRA véritable, un groupe dissident opposé à la paix, pendant un cessez-le-feu de l'IRA (Armée républicaine irlandaise), l'attentat avait permis de rallier une grande partie de l'opinion publique à l'accord de paix. Parmi les victimes figuraient des catholiques comme des protestants, une femme enceinte et de nombreux jeunes, dont deux touristes espagnols. Un quart de siècle plus tard, après des années de querelles juridiques et d'enquêtes, personne n'a été condamné pour l'attentat. Le service commémoratif a enchaîné musiques traditionnelles jouées à la cornemuse irlandaise, hymnes et prières en anglais, en espagnol et en irlandais. Les noms des 29 victimes ont été lus et un moment de silence a été observé en leur mémoire. Michael Gallagher, dont le fils Aidan est mort dans l'at-

tentat à l'âge de 21 ans, a remercié "ceux que nous avons perdus en chemin et qui ont contribué à reconstruire les coeurs et les esprits de ceux qui ont été touchés par cette atrocité". Il a qualifié le mémorial de "témoignage puissant de l'esprit et de la cohésion de la communauté, 25 ans après que notre petite ville a été déchirée".

Enquête indépendante

Jonathan Caine, ministre britannique au sein du ministère en charge de l'Irlande du Nord, ainsi que Peter Burke, ministre irlandais de la Défense, ont participé aux commémorations à Omagh. En février, le gouvernement britannique a annoncé l'ouverture d'une enquête indépendante pour déterminer si l'attentat aurait pu être évité, après que la Haute Cour de Belfast a jugé cette hypothèse "plausible" en 2021. Un

quart de siècle après la fin des "Troubles", le Brexit a ravivé les tensions dans la province britannique. Les commémorations ont lieu alors que les institutions politiques issues de l'accord de paix sont à l'arrêt depuis un an et demi, le principal parti unioniste (DUP) refusant de participer à l'exécutif. Opposé aux règles commerciales imposées après le Brexit qui menacent, selon lui, les liens de la province avec le reste du Royaume-Uni, le DUP boycotte depuis plus d'un an les institutions locales, censées être partagées avec les républicains du Sinn Féin, vainqueurs des dernières élections dans la province. Du point de vue sécuritaire, un policier a été visé en février par une tentative de meurtre dans la banlieue d'Omagh. A la suite de cette attaque, le gouvernement britannique a relevé le niveau de la menace terroriste dans la province.

GUERRE EN UKRAINE :

Volodymyr Zelensky admet une contre-offensive difficile



S'il conçoit des combats violents et une contre-offensive compliquée, Zelensky assure que l'Ukraine conserve l'avantage sur le terrain. « Les combats sont très violents. » Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a admis jeudi 3 août au soir que la contre-offensive de son armée était difficile mais a assuré que ses troupes dominaient les forces russes. « Les occupants tentent de toutes leurs forces d'arrêter nos gars », a-t-il reconnu dans son message quotidien, assurant néanmoins que, « quoi que fasse l'ennemi, c'est l'armée ukrainienne qui domine ». L'Ukraine a lancé une contre-offensive en juin pour repousser les forces russes des territoires de l'Est et du Sud, mais a fait depuis des progrès modestes. Le président Zelensky a évoqué jeudi des combats dans les zones clés de Lyman, Bakhmout et Avdiivka, dans l'est du pays, mais aussi sur le front sud. En 2022, l'Ukraine a repris des pans de territoire autour de Kherson et de Kharkiv lors de contre-offensives rapides. Mais les forces ukrainiennes sont désormais confrontées à des positions défensives russes bien ancrées, au fil des derniers mois. Kiev a averti que cette contre-offensive pourrait être longue et difficile et a exhorté ses alliés à envoyer plus d'armes.

« Chantage » sur les céréales

Le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, a quant à lui accusé jeudi la Russie, devant le Conseil de sécurité de l'ONU, d'exercer un « chantage » sur l'accord céréalier de la mer Noire, dont elle s'est retirée en juillet, et de commettre « agression » sur le système alimentaire mondial. La Russie a en effet refusé mi-juillet de prolonger l'accord qui autorisait les exportations de céréales ukrainiennes par la mer Noire, entraînant une hausse des prix des céréales qui touche particulièrement les pays les plus pauvres.

Pourquoi la contre-offensive ukrainienne piétine

L'armée russe contient depuis deux mois les assauts ukrainiens, obligeant Kiev à revoir ses plans. Explications de stratèges militaires. Nul n'imaginait la contre-offensive ukrainienne repousser aisément une armée russe retranchée derrière de solides fortifications. Mais plus de deux mois après le déclenchement de l'opération, la déception pointe à Kiev. « La contre-offensive est difficile. Elle se déroule peut-être plus lentement que ce que certains espéraient », a reconnu début août le président ukrainien Volodymyr Zelensky. Quelques poches ont, certes, été reprises autour de Bakhmout et dans la région de Zaporijia. Mais dans ces deux secteurs, l'avancée ne dépasse pas 15 kilomètres. Dans l'ouest et le sud de l'Ukraine, les positions russes tiennent bon. Moscou occupe toujours un cinquième du territoire de son voisin.

NIGER :

Les putschistes se disent ouverts à la voie diplomatique

Dans un communiqué relayé par la médiation religieuse nigériane, le régime militaire est prêt à « explorer la voie de la diplomatie et de la paix ». Le régime militaire au Niger s'est dit ouvert à une résolution de la crise par la voie diplomatique, a rapporté dimanche le chef d'une délégation de religieux nigériens, au lendemain de sa visite à Niamey.

Le général Abdourahamane Tchiani « a déclaré que sa porte était ouverte pour explorer la voie de la diplomatie et de la paix afin de résoudre » la crise, a affirmé dans un communiqué le Sheikh Bala Lau à la tête de cette mission de médiation. Cette dernière a été menée avec l'accord du président du Nigeria Bola Tinubu, également président en exercice de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, qui avait rencontré ces chefs religieux plus tôt dans la semaine. Toujours selon ce communiqué, le général Tchiani, lors de leur entretien, « s'est également excusé de ne pas avoir accordé l'attention nécessaire à l'équipe envoyée par le président Tinubu et dirigée par l'ancien chef d'État, le général Abdulsalami Abubakar ». Le 3 août, une délégation de la Cedeao menée par le général Abubakar avait atterri à Niamey, mais en était repartie au bout de quelques heures seulement sans avoir pu rencontrer le nouvel homme fort du pays, le général Tchiani.

**« Dououreux »
de ne pas avoir
été entendus**

Mardi dernier, une autre délégation, cette fois composée d'envoyés de la Cedeao, de l'Union africaine (UA) et de l'ONU, n'avait pu se rendre à Niamey, le régime invoquant



des raisons de sécurité. Selon le communiqué de la médiation religieuse, le général Tchiani a affirmé qu'il était « douloureux » pour les auteurs du coup que les dirigeants de la Cedeao « n'aient pas entendu leur version des faits avant de leur adresser un ultimatum ». Le 30 juillet dernier, soit quatre jours après le coup d'État, les dirigeants de la Cedeao ont décidé de sanctionner financièrement le Niger et ont fixé un ultimatum de sept jours aux militaires pour rétablir

l'ordre constitutionnel, menaçant d'un possible recours à la force en dernier ressort. Jeudi dernier, lors d'un nouveau sommet, les dirigeants ont réaffirmé privilégier la voie diplomatique pour rétablir le président Mohamed Bazoum dans ses fonctions, tout en ordonnant une mobilisation et un déploiement de la « force en attente » de la Cedeao. Selon le général Tchiani, cité dans le communiqué de la médiation religieuse, les militaires ont renversé le président Ba-

zoum « en raison d'une menace imminente qui aurait affecté non seulement la République du Niger, mais aussi le Nigeria ». Deux jours après le coup d'État, le général Tchiani avait justifié l'action de l'armée par « la dégradation sécuritaire » dans le pays miné par la violence de groupes djihadistes. Selon le communiqué de la médiation religieuse, cette dernière doit rencontrer le président Bola Tinubu pour lui rapporter la teneur de leur discussion.

Mise en garde contre la détérioration de la situation dans les territoires sahraouis occupés



Des diplomates, des juristes et des chercheurs ont mis en garde, samedi à Alger, contre la détérioration de la situation dans les territoires sahraouis occupés, notamment après l'escalade de la répression marocaine contre les civils sahraouis, appelant la communauté internationale à agir pour faire prévaloir la légalité internationale. Les participants à la troisième conférence organisée par l'Institut national des études stratégiques globales (INESG), sur le dossier marocain et la question sahraouie, à laquelle ont pris part des cadres de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et du Front Polisario ont mis en garde contre la détérioration de la situation dans les territoires sahraouis occupés, notamment après l'escalade de la

répression marocaine contre les civils sahraouis. A ce propos, l'ambassadeur au ministère sahraoui des Affaires étrangères, Belahi Mohamed Fadel, a évoqué les graves violations des droits de l'homme dans les territoires sahraouis, commises par l'occupant marocain, qui reproduit les pratiques sionistes inspirées des plus anciennes écoles de torture dans le monde et à travers l'histoire. Il a cité à ce propos « la séparation des mères sahraouies de leurs bébés dans les prisons, les cas de torture par décharges électriques, les déportations vers les déserts et les fosses communes découvertes dans les territoires sahraouis occupés ». Les chiffres jusque-là communiqués font état, selon le diplomate sahraoui, de 4500 personnes disparues, 30.000 arres-

tations depuis l'occupation, et 2500 victimes des mines. Le Makhzen œuvre à effacer l'identité sahraouie, en établissant dans les villes occupées des colons marocains, en déchiquetant les familles sahraouies, en tentant d'imposer des mariages mixtes entre sahraouis et marocains et en ciblant le patrimoine culturel », a-t-il expliqué. Intervenant à cette occasion, le responsable de la communauté sahraouie en Europe, Mohamed Laghdef Aoua, a rappelé le statut juridique du Sahara occidental, en tant qu'enjeu de décolonisation, en vertu du droit international qui garantit au peuple sahraoui le droit à l'autodétermination. Il a également mis en exergue les victoires juridiques du Front Polisario, soulignant « le refus de plusieurs entreprises étrangères d'être impliquées dans le pillage des richesses du peuple sahraoui, ainsi que la suspension du financement d'investissements étrangers dans les territoires sahraouis occupés et l'orientation des importateurs du phosphate sahraoui vers des sources alternatives, en plus de dévoiler les méthodes de la propagande marocaine ». Pour sa part, le Directeur général de l'Institut national des études stratégiques globales (INESG), Abdelaziz Medjahed a soutenu que « la normalisation des relations avec les sionistes et l'appel à l'aide du Makhzen à cette entité inique témoignent de sa fragilité ». Dans ce contexte, il a évoqué la situation difficile que traverse, ces derniers temps, le Royaume sur tous les fronts et les Marocains du fait des politiques du Makhzen,

affirmant que le régime marocain ne représente pas le peuple marocain. Il a par ailleurs appelé à la nécessité de révéler les points faibles de l'ennemi pour le démasquer, et de montrer qu'il tend à disparaître notamment à la lumière des mutations que connaît le monde. De son côté, l'expert en questions sécuritaires, Ahmed Adimi a cité les complots ourdis par le Makhzen contre l'Algérie au fil de l'histoire pour de nombreuses raisons, pour ne citer que « les positions de l'Algérie en faveur des causes de libération dans le monde et son soutien aux peuples vulnérables, notamment sa position de principe vis à vis de la cause sahraouie ». « Le Maroc tente d'inonder l'Algérie avec des tonnes de drogues et de ternir son image sur les différents sites gérés avec l'entité sioniste » a-t-il fait savoir, ajoutant que pour faire face à ces plans, il est impératif d'assurer une vigilance médiatique et d'être aux aguets de tout ce qui se diffuse dans le but de discréditer l'Algérie. Abondant dans le même sens, l'enseignant à la Faculté des Sciences de l'information et de la communication (Université d'Alger 3), Abdelhakim Boughrara a évoqué le rôle important des médias pour le triomphe de la cause sahraouie appelant à lutter contre les fake news et à faire face aux médias pro-Makhzen. Ce même point a été évoqué par l'enseignant Ahmed Kateb qui a souligné l'impératif de soutenir la cause sahraouie à travers les médias en ciblant l'opinion publique marocaine et internationale.

Les unités de l'Armée sahraouie ciblent les positions des soldats de l'occupant marocain dans le secteur de Farsia

Les unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont mené de nouvelles attaques contre les positions des forces d'occupation marocaines dans le secteur de Farsia, a indiqué, dimanche, le communiqué militaire n 851 du ministère sahraoui

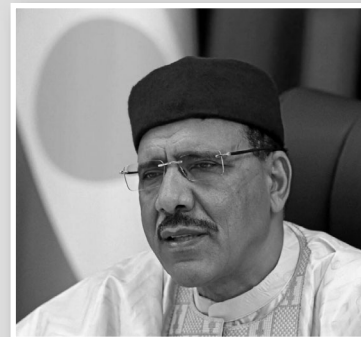
de la Défense nationale. Selon le communiqué rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS), « des détachements avancés de l'Armée sahraouie ont bombardé les retranchements des soldats de l'occupant marocain dans la région d'El

Fayiane dans le secteur de Farsia ». Samedi, des unités avancées de l'APLS avaient concentré leurs attaques contre les positions des forces de l'occupant marocain dans le secteur de Smara et dans les régions de Lafrinia et de Fassal Ben Zaka.

« Les attaques de l'Armée sahraouie se poursuivent contre les forces d'occupation marocaines qui subissent d'importantes pertes humaines et matérielles le long du mur de la honte (mur de sable) », a conclu le communiqué.

NIGER :

**Les putschistes veulent
poursuivre le président
Bazoum pour « haute
trahison »**



Les auteurs du coup d'État au Niger ont affirmé avoir des « preuves pour poursuivre devant les instances nationales et internationales » le président déchu. « Le gouvernement nigérien a réuni à ce jour » les « preuves pour poursuivre devant les instances nationales et internationales compétentes le président déchu et ses complices locaux et étrangers, pour haute trahison et atteinte à la sûreté intérieure et extérieure du Niger », a déclaré dimanche 13 août le colonel-major Amadou Abdramane, un des auteurs du coup d'État militaire au Niger, dans un communiqué lu à la télévision nationale. Le gouvernement appuie ses accusations sur des « échanges » du président Mohamed Bazoum avec des « nationaux », des « chefs d'État étrangers », et des « responsables d'organisations internationales ».

**Des « sanctions illégales,
inhumaines et humiliantes »
de la Cedeao**

À propos du président déchu, le régime a appelé à « s'interroger sur la sincérité de sa prétention à soutenir qu'il est séquestré, alors même que les militaires n'ont jamais investi sa résidence présidentielle et qu'il dispose encore de tous les moyens de communication ». Les militaires assurent que Mohamed Bazoum « reçoit régulièrement la visite de son médecin ». « Après cette visite, le médecin n'a soulevé aucun problème quant à l'état de santé du président déchu et des membres de sa famille », ont-ils ajouté. Selon un conseiller du président renversé, une consultation a eu lieu samedi. Mohamed Bazoum, retenu dans sa résidence présidentielle depuis le jour du coup d'État avec son fils et sa femme, avait déclaré dans plusieurs médias être un « otage », puis être privé d'électricité et contraint de ne manger que du riz et des pâtes. En outre, le régime militaire a dénoncé « les sanctions illégales, inhumaines et humiliantes de la Cedeao (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest) », prises lors d'un sommet de l'organisation le 30 juillet. Les États ouest-africains ont annoncé entre autres la suspension des transactions financières et commerciales avec le Niger. Ces sanctions « vont jusqu'à priver le pays de produits pharmaceutiques, de denrées alimentaires » et de « fourniture en courant électrique », ont déploré les militaires dans leur communiqué. Ils indiquent que « toutes les dispositions urgentes sont en train d'être prises pour atténuer au maximum l'impact des sanctions ». Concernant les personnes proches du régime déchu arrêtées depuis le coup d'État, les militaires au pouvoir ont ajouté qu'ils « réaffirment leur ferme volonté de respecter (...) les engagements du Niger en matière de droits de l'homme ».

Le sort du Centre expérimental de cinématographie de Rome inquiète le monde culturel en Italie

Sans annonce ni déclaration préalable, cette fondation, qui regroupe une école de cinéma d'excellence et les archives inestimables de la Cinémathèque nationale italienne, a vu sa gouvernance refondée et sa direction débarquée de facto au détour d'un décret fourre-tout passé en plein été.

Cette réforme pourrait ouvrir la voie, selon ses détracteurs, à une reprise en main politique de cette institution prestigieuse par le gouvernement de la présidente du conseil, Giorgia Meloni. Elle intervient en tout cas dans un contexte où, de l'audiovisuel public aux musées, les ambitions de la droite radicale italienne sur le monde de la culture commencent petit à petit à se concrétiser, animées par la volonté revendiquée de contester à la gauche l'« hégémonie » qu'elle y aurait jusqu'à présent détenue. « L'Etat finance l'institution, et le gouvernement a bien sûr son mot à dire sur la direction qu'elle prend, mais cette précipitation



à prendre le contrôle et à tout bouleverser à l'intérieur est inexplicable », dénonce le réalisateur Michele Vannucci, qui a enseigné au CSC. Héritage paradoxal de la politique culturelle fasciste et d'une période dont il a conservé le style architectural caractéristique, le Centre expérimental, fondé en 1935, a été l'une des matrices du cinéma italien de l'après-guerre. Les réalisateurs Michelangelo Antonioni et Giuseppe De Santis s'y sont formés dans les années 1940, Marco Bellocchio l'a fréquenté au tournant des années 1960. Jusqu'à ce jour, l'institution a fourni au secteur des générations de réalisateurs, de scénaristes, de producteurs et de comédiens.

« Wanda », l'art de la fugue selon la cinéaste Barbara Loden

« Un film et puis rien » (4/6). Le long-métrage de la réalisatrice américaine, mal accueilli aux Etats-Unis, est aujourd'hui considéré comme un chef-d'œuvre. Si Wanda (1970), de l'Américaine Barbara Loden (1932-1980), était une installation contemporaine, ce serait une flamme artificielle malmenée par une forte soufflerie, vacillante mais ne s'éteignant jamais. Car ce film abrasif et maudit, du moins aux Etats-Unis, s'inscrit dans une course de relais cinéphilique, appelée à ne jamais s'arrêter, chacun et chacune se transmettant le flambeau. Tout crame, dans ce premier et unique long-métrage qui reçut le prix Pasinetti pour le meilleur film étranger à la Mostra de Venise 1970 : la bienséance, la vie domestique, l'amour que l'on porte traditionnellement à ses proches, jusqu'au portrait de la pin-up blonde qui se voit détruit en un plan cocasse et ravageur – Wanda comparaisant devant le tribunal en bigoudis. La réalisatrice, morte

d'un cancer à l'âge de 48 ans, incarna le rôle-titre, comme si Wanda, c'était un peu (beaucoup) elle. Née en Caroline du Nord dans un milieu ouvrier, Barbara Loden arrive à New York à l'âge de 17 ans, pose pour des romans-photos, danse dans un club, joue à Broadway, participe à des spectacles télévisuels... Elle se marie avec un producteur et distributeur de films, Jarry Joachim, avec qui elle a un premier enfant. Elle en aura un second avec le cinéaste Elia Kazan, qu'elle épouse en 1968 – mais assez vite, le couple se délite. Le réalisateur d'A l'est d'Eden (1955) lui a donné son premier rôle au cinéma, dans Le Fleuve sauvage (1960), puis un autre, plus ample, dans La Fièvre dans le sang (1961).

« Une morte-vivante »

C'est en découvrant un fait divers dans la presse que

Barbara Loden eut l'idée de Wanda : Alma Malone, divorcée, se laisse embarquer par un petit gangster dans le braquage d'une banque. Le jour de sa condamnation par le tribunal à vingt ans de prison, elle dit simplement merci aux juges, comme si elle était soulagée de ne plus avoir à mener sa barque. Ou peut-être parce qu'elle ressentait comme factice ce vent de liberté que vendait la société. Ce « merci » intrigua fortement Barbara Loden, et, même si la cinéaste imagine une fin plus ouverte pour son personnage, celui-ci se montre obstinément indifférent à son propre sort et aux mauvais traitements qu'il subit – ce qui ferait hurler à notre époque. La cinéaste mit quelques années à réunir les fonds pour tourner cette lente dérive (160 000 dollars ou 200 000, selon les sources) dans un grain bleuâtre, quasi documentaire.

LOCARNO:

Le Léopard d'or est attribué à « Critical Zone », de l'Iranien Ali Ahmadzadeh

Le réalisateur de 37 ans, qui a tourné son film dans la clandestinité, n'a pu se rendre à la 76 édition du festival suisse. Qui connaissait, avant la 76e édition du Festival international du film de Locarno, qui vient de s'achever samedi 12 août, le cinéaste iranien Ali Ahmadzadeh, dont le film Critical Zone (Mantagheye Bohrani) a reçu le Léopard d'or ? Agé de 37 ans, le réalisateur et scénariste a tourné son long-métrage dans la clandestinité, avec des acteurs non professionnels, et n'a pu quitter le territoire iranien pour se rendre en Suisse. C'est son producteur, Sina Ataiean Dena, veste à carreaux et nœud papillon, qui lors de la cérémonie a récupéré avec gravité la statuette fauve – le jury était présidé par l'acteur français Lambert Wilson. Le Léopard d'or a été attribué à l'unanimité. Dévoilé en pre-

mière mondiale le 10 août, Critical Zone, une production iranienne et allemande, fait partie des découvertes fortes de cette édition : ce film d'anticipation met en scène Amir, un trentenaire aux faux airs de hipster (barbu, jean), qui vend de la drogue et distribue ses doses pendant la nuit, au volant de sa voiture, en périphérie de Téhéran. D'une certaine manière, le chauffeur dealer apaise les âmes, rend visite à un jeune homme déprimé, ou à des personnes en fin de vie pour lesquelles il a préparé des gâteaux un peu spéciaux – le spectateur aura vu auparavant Amir chez lui, aux fourneaux, son chien n'en perdant pas une miette, le dispositif silencieux ne manquant pas d'humour. Ce récit captivant se construit sur la voie express, au fil des rendez-vous annoncés par un GPS, sorte de



complice qui prévient aussi Amir en cas de « menaces ». La puissance du film naît de ce personnage de conducteur-soignant aux activités illicites, relié à tout un réseau de gens (de zombies) cachés dans les inter-

stices de la ville – comme un groupe de résistants, parmi lesquels une hôtesse de l'air qui prend place à bord et poussera un cri troublant, la tête hors de la fenêtre et les cheveux défaits.

« JOHN WICK : CHAPITRE 4 » :

Un tournage sous tension à Paris

Gros succès des deux côtés de l'Atlantique, le 4e volet de la franchise musclée n'a pas laissé que de bons souvenirs à l'équipe des prises de vues parisiennes. Ce fut un tournage compliqué... » Même le toujours très diplomate Michel Gomez, délégué général de la Mission cinéma de la Mairie de Paris, fait la grimace à l'évocation des prises de vues de John Wick : chapitre 4 dans la capitale. Réparties sur cinq semaines, du 1er octobre au 5 novembre 2021, elles furent vécues comme un long chemin de croix par l'équipe technique française, la préfecture et les différentes directions municipales impliquées (voirie, parcs et jardins, Ports de Paris...). Tout est bien qui finit bien : avec une postproduction achevée tout juste un mois avant sa sortie en salle (le 22 mars en France et le surlendemain aux Etats-Unis), John Wick : chapitre 4 est pour l'instant un fracassant succès des deux côtés de l'Atlantique. Distribué sur 557 copies en France par Metropolitan (contre 198 pour le premier opus en 2014), le thriller d'action avec Keanu Reeves a déjà franchi les 357 540 entrées à l'issue de son premier week-end et semble bien parti pour voguer sur la crête du million (une

première pour la saga).

« Enfer », « calvaire »...

Il n'empêche : à Paris, le souvenir de sa production fait encore grincer des dents à certains professionnels. « La différence entre le tournage de John Wick 4 et celui de The Killer, le nouveau film de David Fincher que l'on a tourné aussi à Paris juste après, c'est à peu près la même qu'entre l'enfer et le paradis », résume Raphaël Benoliel, producteur exécutif français du film via sa société Firstep. Quant à Pascal Ricuort, régisseur général parisien sur le blockbuster de Chad Stahelski, il décrit l'expérience comme un « calvaire » qui l'a définitivement convaincu de quitter la profession. Que s'est-il donc passé ? Selon nos sources, un retard chronique attribué à un plan de travail chaotique, des repérages et décors improvisés et un réalisateur prenant excessivement son temps. « Le tournage parisien a débuté avec deux semaines de retard, à la suite d'un retard déjà accumulé par l'équipe en Allemagne, se souvient Michel Gomez. Or tous les décors n'avaient pas été repérés. Sur une petite produc-

tion sans cascade, on peut s'ajuster sans trop de problèmes.

Mais, sur un blockbuster

avec 400 à 500 techniciens, 40 à 50 camions et des séquences pratiquement toutes complexes, cette visibilité de court terme devient vite incontrôlable et il faut tout tricoter au dernier moment. Les discussions étaient parfois un peu... tendues avec la préfecture de police. » « J'ai senti que ça allait mal se passer dès notre réunion de répétition générale du plan de travail, cinq jours avant le début du tournage, se souvient Pascal Ricuort. Plusieurs décors n'avaient pas encore été choisis et, face à mon air soucieux, Chad Stahelski a eu ce commentaire étrange : "Nous sommes nés pour souffrir." Et c'est ce qui s'est passé. Chaque jour, on était dans l'improvisation parce que Chad n'aimait pas venir en repérage. Il en a souvent annulé à la dernière minute et beaucoup d'autres repérages étaient faits aussi au dernier moment, comme celui de la rue où a lieu la cascade avec la moto lancée par John Wick sur un asphalte. Ce repérage-là n'a eu lieu que deux jours avant le

tournage de la scène. On était dans un blockbuster tourné quasiment comme un court-métrage. Tout le monde était outré. » Le régisseur poursuit : « Chaque week-end, le production designer (directeur artistique) Kevin Kavanaugh se baladait dans Paris, puis m'envoyait des photos en me disant "Tiens, on va tourner dans ce décor-là", sans me donner de date ni de contenu de séquence, ce qui me compliquait la tâche pour négocier la réservation des sites. À cause de ce défaut de repérages, le réalisateur n'avait pas le temps de s'imprégner des lieux, d'observer les éventuelles difficultés, et cela engendrait aussi la possibilité qu'il change d'avis en permanence. » Selon Pascal Ricuort, Chad Stahelski avançait ainsi souvent « à vue » ou à l'intuition et, régulièrement, il lui arrivait de commencer la journée à un autre endroit que celui où il était initialement prévu de placer les caméras. À chaque changement de lieu impromptu, c'est toute une logistique qu'il faut déplacer – projecteurs, caméras, vidéovillage (l'espace où sont installés les écrans de retour vidéo pour le chef opérateur et le réalisateur) – et autant de temps perdu.

NAGUI REVENU VIVRE À PARIS : Ses conditions imposées à sa femme Mélanie pour quitter la chic banlieue



Dans le dernier numéro de "Paris Match", Nagui et sa femme Mélanie se sont confiés sur leur quotidien, et notamment sur ces deux conditions imposées par l'animateur à sa dulcinée pour qu'il accepte de retourner vivre à Paris. Cela fera bientôt vingt-cinq ans que Nagui a trouvé son âme sœur, la belle Mélanie Page. C'était en 1999, du côté de Saint-Tropez. Aujourd'hui, rien n'a changé : ils filent toujours le parfait amour. Et ce malgré leur différence d'âge, sa belle ayant pour rappel quatorze ans de moins que lui. Ensemble, ils sont parents de trois enfants : Roxane (19 ans), Annabel (15 ans) et Adrien, né en 2012. Le présentateur de N'oubliez pas les paroles est également le père d'un entre enfant, Nina, née en 1997 de sa relation passée avec Marine Vignes. Cette semaine, Nagui et Mélanie Page sont en interview pour Paris Match. C'est notamment l'occasion d'apprendre qu'au début de leur relation, l'animateur vivait à Saint-Cloud (ville très chic des Hauts-de-Seine), tandis que sa dulcinée habitait dans le Marais, célèbre quartier parisien. "Le cadre était parfait, mais c'est vrai que tout fermait à 18 heures", s'est-il souvenu pour le magazine. Il a fallu qu'elle le supplie de revenir dans la capitale pour qu'il accepte. Mais si et seulement si les deux conditions suivantes étaient respectées : personne au-dessus de sa tête, car il avait déjà vécu avec "des voisins bruyants", ainsi que, "dans l'idéal", une "vue".

On est dans une bulle

Depuis, ils ont donc emménagé ensemble et vivent aujourd'hui au cœur de Montmartre, dans le 18e arrondissement de la ville lumière. "C'est très calme, il n'y a pas un bruit de moteur, on est dans une bulle", explique Nagui à nos confrères. Mélanie Page semble également très séduite par ce quartier, elle qui est tombée amoureuse de Paris tout court. Une passion pour cette ville, qui lui a été transmise dès son plus jeune âge par ses parents originaires d'Australie et du Royaume-Uni : "J'ai été élevée par des étrangers qui se sont installés ici par amour. Moi aussi j'ai adoré les ponts, les monuments, les rues. Pendant des années, j'ai tout fait à pied." A noter qu'en plus d'avoir des enfants et d'être installés dans un quartier agréable de la capitale, Nagui et Mélanie Page sont mariés depuis 2010. Un mariage qui s'était déroulé en Egypte, le pays d'origine de l'animateur.

CAM DE BOUMERDES:

Près de 370 nouveaux inscrits depuis début 2023

Près de 370 nouveaux artisans et artisanes ont été immatriculés auprès de la Chambre d'artisanat et des métiers (CAM) de Boumerdes depuis le début de l'année 2023, a-t-on appris, dimanche, auprès de cette structure.

Ces nouveaux inscrits portent à 5.742 le nombre d'artisans immatriculés à la CAM de Boumerdes, à août courant", a indiqué le président de la Chambre, Mohamed Lakhdari en marge du Salon de l'artisanat et des métiers. Il a souligné la contribution de ces nouveaux inscrits à la création de plus de 800 nouveaux emplois directs et indirects, dans le cadre d'initiatives individuelles, mais aussi de différents programmes et dispositifs de soutien à l'emploi et du Fonds de soutien à l'artisanat. Les nouveaux inscrits activent notamment dans la vannerie et la production de matières premières destinées à la confection du cuir et des chaussures, outre les habits traditionnels, les bijoux traditionnels et les services, selon les précisions du même responsable. Au titre des efforts visant à aider les artisans dans la commercialisa-



tion et le développement de leurs activités artisanales, M.Lakhdari a fait cas de 1.500 artisans bénéficiaires, ces dernières années, de locaux de commerce à travers la wilaya. A cela s'ajoutent pas moins de 770

artisans bénéficiaires de sessions de formation dans divers domaines, dont la gestion technique de la production des matériaux et des services, la confection du cuir, la poterie, la céramique artistique et

le tissage. Une majorité des artisans immatriculés à la CAM de Boumerdes activent dans des unités familiales disséminées dans la partie- Est de la wilaya, à l'instar des communes de Béné-Amrane, Souk-El-Hed, Thenia, Dellys et Afir, est-il, par ailleurs, signalé. Ouvert à la mi-juillet dernier, le Salon de l'artisanat et des métiers de Boumerdes est abrité par le Jardin public "Annasr" du front de mer de Boumerdes jusqu'à la fin du mois en cours, avec la participation de 24 artisans de l'intérieur et de l'extérieur de la wilaya. La manifestation a pour objectif d'encourager les initiatives des jeunes dans le domaine de l'artisanat et des métiers traditionnels, tout en faisant la promotion de divers produits locaux et en assurant un espace idoine pour les exposants pour faciliter la commercialisation de leurs produits, ont indiqué les organisateurs.

IGHIL IMOULA :

Des mosaïques plein les rues

Le village historique d'Ighil Imoula, dans la commune de Tizi N'tlata à 40 km au sud de Tizi-Ouzou, a rendez-vous avec le "Street art" (art de rue) en abritant samedi la troisième édition des ateliers de mosaïque destinée à valoriser son patrimoine et embellir ses ruelles. Ces ateliers artistiques, placés sous la thématique "Une mosaïque pour l'histoire" et qui s'étaleront jusqu'au 18 du mois d'août courant, sont organisés par la Fondation culturelle "Asselah Ahmed et Rabah" et

portent sur la formation des participants aux ateliers, à l'art de la mosaïque, a-t-on indiqué. Au premier jour de cet événement, initié en collaboration avec le comité de village Ighil Imoula et l'association "Chvaha n'Tmoura" (beauté des régions), une équipe hétéroclite d'enfants, présents en force, de jeunes hommes et femmes, qui participent à l'atelier, s'affairaient à produire les tesselles à partir de faïence qu'ils utiliseront ensuite pour composer leurs mosaïques.

La formation est assurée par une équipe d'étudiants des Ecoles régionales des beaux-arts de Biskra et de Sétif, conduite et encadrée par l'artiste plasticien Larbi Mohdeb, a-t-on appris de même source. Ces ateliers ont aussi pour objectif l'embellissement des ruelles du village avec des œuvres d'art qui seront signées par les participants, l'éducation artistique, le développement de l'artisanat et de l'esprit du recyclage, ainsi que la transmission d'un savoir-faire. L'événement est aussi

un espace de brassage et d'échange culturel entre les habitants du village et les participants venus des autres régions d'Algérie, a-t-on ajouté. Il est aussi une occasion de valoriser l'espace public et de renforcer l'esprit du vivre ensemble. Les mosaïques, œuvres d'art collectives, qui seront créées par les participants, serviront à décorer les murs des maisons d'Ighil Imoula ainsi que ses espaces publics dont la placette du village, a-t-on précisé.

SOIXANTENAIRE DE L'INDÉPENDANCE:

Projection en avant-première du court métrage "El-Sakia" à Alger

Le court métrage historique "El-Sakia" du réalisateur Mehdi Tsabasset a été projeté samedi soir en avant-première à la Cinémathèque d'Alger. Ce film dépeint les sacrifices et la souffrance du peuple algérien durant les événements sanglants de Sakiet Sidi Youssef, le 8 février 1958, où le sang des Algériens et des Tunisiens s'est mêlé lors d'un odieux bombardement mené par le colonisateur. Produit dans le cadre du soixantenaire du recouvrement de la souveraineté nationale par le Centre algérien du développement du cinéma (CADC), l'avant-première du film "El-Sakia" (27 minutes) a été projetée en présence du jeune réalisateur Mehdi Tsabasset et de la scénariste Zoubida Maâmria, ainsi que du public de la Cinémathèque d'Alger. L'œuvre met en lumière un aspect de la tragédie humaine vécue par des familles algériennes ayant fui l'oppression du colonisateur français vers les frontières algéro-tunisiennes, précisément vers le village de Sakiet Sidi

Youssef où elles se sont retrouvées sous les bombardements d'avions français qui ont tout détruit, n'épargnant ni les femmes, ni les enfants. Les massacres de Sakiet Sidi Youssef représentent l'un des faits historiques marquants de la Révolution algérienne qui met en avant la contribution des peuples qui ont soutenu la cause nationale, payant leur position au prix du sang, selon la scénariste Maâmria qui fut témoin de ces massacres. Plusieurs figures artistiques connues ont participé à ce film, à l'instar de Sali Bennacer (dans le rôle de la moudjahida), Djamel Aoun (officier français), Djedjiga Mekhmoukhen (dans le rôle de l'épouse du moudjahid), et Mabrouk Ferroudji. Le court métrage retrace l'histoire d'une famille établie à Souk Ahras, dont les membres espèrent vivement revoir le père qui a choisi de rejoindre les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN), avant de franchir la ligne Morice pour se rendre en Tunisie. Souk



Ahras était, rappelle-t-on, la base est pour le passage de provisions, d'armes et de munitions. Les dernières scènes du film montrent les bombardements aériens menés par l'armée coloniale française, au moment où des Algériens et des Tunisiens s'affairaient à leurs activités quotidiennes et que les

enfants suivaient à l'école leur cours. Soudainement, tout ce monde tombe victime de l'attaque et le sang des innocents, petits et grands, coule pour se mêler. Pour ce film, le réalisateur a utilisé des images d'archives pour montrer la dévastation totale de la région de Sakiet Sidi Youssef.

SALON INTERNATIONAL DU LIVRE D'ALGER :

Concours pour la conception d'un nouveau logo

Le commissariat du Salon international du livre d'Alger (SILA) a annoncé le lancement d'un concours national pour la conception d'un nouveau logo pour le Salon. Le comité d'organisation du Salon international du livre d'Alger a, dans un communiqué, indiqué que le concours concerne tous les artistes et designers. «L'ancien logo du Sila a marqué l'histoire de l'événement et après 25 éditions et conformément aux tendances de l'art

contemporain, le Sila mérite un nouveau label inspiré du patrimoine photographique algérien», lit-on dans le même document. Un jury de cinq experts, dont trois spécialistes des beaux-arts et de la communication visuelle, assistés par deux représentants du Sila, sélectionnera les meilleures créations. Les prix seront remis lors d'une cérémonie qui se tiendra lors de la 26e édition du Salon international du livre d'Alger qui aura lieu du 25 octobre au

4 novembre au Palais des expositions des Pins Maritimes, à Alger. Le règlement intérieur du concours comporte plusieurs articles fixant les modalités de participation. L'un d'eux stipule que les candidats doivent être de nationalité algérienne, résider en Algérie et doivent posséder une expertise technique ou un certificat dans le domaine. Il est également ouvert aux agences de design et aux agences de communication de droit algérien. Le logo doit

être «original» et «singulier» sur le plan artistique et «s'inspirer du patrimoine visuel national selon une approche contemporaine et moderne». Il doit aussi répondre aux standards techniques et technologiques requis dans ce type de créativité, en termes de vision, de lecture, de format, de taille, ou de capacité d'adaptation à tous les supports de la communication et des systèmes de diffusion télévisuelle, numérique et électronique.

CHANTRE DU PATRIMOINE

AÏSSAOUI :

Le chanteur Fouad Boukhoudmi n'est plus

Cheikh Fouad Boukhoudmi chantre du patrimoine Aïssaoui est décédé dimanche dans la ville de Mostaganem à l'âge de 61 ans et a été inhumé le jour même au cimetière Sidi Allal Ksouri dans la commune de Sayada, a-t-on appris des membres de sa famille. Né en 1962, Cheikh Boukhoudmi s'est attaché, très jeune, à la musique et aux chansons folkloriques algériennes, ce qui l'a poussé à intégrer l'Ecole d'art de l'association du club culturel «El Hilal» de Mostaganem pour affiner son don de chanteur et son talent artistique. Le défunt artiste avait formé un groupe artistique pour perpétuer l'héritage aïssaoui. Sa carrière artistique a duré plus de trois décennies et s'est soldée par la production de quelque 40 albums. En plus d'être interprète de la chanson aïssaoui, dont il a mémorisé les poèmes et préservé l'héritage, Cheikh Boukhoudmi s'est distingué par la production de plusieurs chansons qu'il a lui-même composées et qui sont devenues très populaires auprès de ses fans, d'autant qu'elles ont pour thèmes diverses questions sociales et familiales. Le défunt a été inhumé, après la prière de l'Asr au cimetière de Sidi Allal Ksouri dans la commune de Sayada.

GRÈVE À HOLLYWOOD :

Les Emmy Awards attendront

La cérémonie des Emmy Awards, les plus prestigieuses récompenses de la télévision américaine, a été reportée de près de quatre mois face à la grève des acteurs et scénaristes qui paralyse Hollywood. Equivalents des Oscars pour la télévision, les Emmy Awards, qui devaient initialement se tenir le 18 septembre, se dérouleront à la mi-janvier 2024, ont annoncé la chaîne Fox et l'Académie de la télévision, dans un communiqué. "Nous avons le plaisir de vous annoncer que la 75e cérémonie des Emmy Awards sera diffusée le lundi 15 janvier 2024" a déclaré un porte-parole de la chaîne de télévision américaine, qui diffuse la cérémonie. Il s'agit du plus important rendez-vous du secteur du divertissement touché jusqu'à présent par ce double mouvement social, jamais vu depuis 1960 à Hollywood. Le dernier report de la cérémonie des Emmy Awards remontait à 2001, dans le contexte des attentats du 11 septembre. Les scénaristes, en grève depuis plus de 100 jours, ont été rejoints en juillet par les acteurs du puissant syndicat SAG-AFTRA. En raison de la grève actuelle, la cérémonie se serait déroulée en l'absence des stars nommées et célébrités américaines invitées, ce qui aurait eu un effet désastreux sur les audiences télévisuelles. Les directives du SAG-AFTRA, qui représentent 160.000 acteurs, cascadeurs, danseurs et autres professionnels du petit et grand écran, interdisent en effet à tous ses membres de tourner, mais aussi de promouvoir leurs productions, en personne ou sur les réseaux sociaux.

EXPOSITION AU MAMO D'ORAN :

Nouvelles expériences artistiques

Une exposition d'art plastique a été ouverte, mercredi dernier, au Musée public national d'art moderne et contemporain (MaMo) d'Oran. Plus de 70 tableaux de 22 artistes connus ou amateurs mettent en valeur différentes expériences artistiques dans des œuvres portant une vision artistique raffinée, indique la consultante culturelle chargée des ateliers pédagogiques et du service des activités du musée. L'exposition, qui entre dans le cadre du programme de célébration de la Journée nationale du moudjahid, constitue un espace de rencontre entre exposants pour échanger des idées, des expériences et constitue une passerelle de communication entre deux générations activant dans le développement du mouvement pictural en Algérie, a-t-elle ajouté. L'exposition présente au visiteur un bouquet de toiles alliant plusieurs écoles d'art, dont le classique et l'abstrait, caractérisant chaque artiste. Ces œuvres portent plusieurs techniques, à l'instar du pulse, qui s'appuie sur des lignes en zigzag pour dessiner la mer et ses trésors botaniques, selon l'artiste plasticien Tires Zakaria, qui supervise cette manifestation. Hafida Maraksia choisit dans ses œuvres abstraites une méthode différente dans la présentation du sujet, en mettant l'accent sur le traitement complet en couleur, tandis que l'artiste plasticien Ouslimani Saïd, à la tendance réaliste, présente des peintures colorées, en dessinant des bateaux et la mer, avec des coups de pinceau reflétant ses capacités pour attirer l'attention du visiteur. Les peintures traitent de sujets variés, notamment ceux liés au patrimoine, aux spectacles équestres, monuments historiques, paysages naturels de l'Algérie, fleurs, source de vie et de renouveau, coutumes et traditions, aux séances familiales et aux instruments de musique. L'exposition, qui se poursuivra jusqu'au 9 septembre, offre enfin l'occasion pour l'association Wahie El Mouthakafine de présenter des peintures réalisées par ses adhérents.

TOULOUSE FC :

Chaïbi passeur décisif face au FC Nantes

Incorporé à la 70e minute de jeu, Chaïbi a déposé, sur un corner, le ballon sur la tête du Danois Rasmus Nicolaisen qui a offert la victoire aux Téfécé dans temps additionnel (90e+1). Auparavant, l'attaquant égyptien Mostefa Mohamed a ouvert le score pour les « Canaris » sur penalty (13e), avant que les Toulousains n'égalisent par Aboukhilal (62e). Convoité par le club allemand l'Eintracht Francfort, Chaïbi devrait quitter Toulouse dès cet été pour rejoindre la Bundesliga. Le joueur algérien dispose d'un accord verbal avec le club allemand depuis plusieurs semaines. Ayant rejoint le centre de formation de Toulouse en 2019 en provenance de FC Lyon, Chaïbi (20 ans) avait joué son premier match en professionnel avec le



TFC le 7 août 2022, à l'occasion de la première journée de la saison précédente de Ligue 1 face à l'OGC Nice. Le joueur n'a pas tardé à devenir l'un des joueurs clés de la formation toulousaine, vainqueur le 29 avril de la Coupe de France, après son écrasante victoire en finale face au FC Nantes (5-1). Pour sa première saison en pro, Chaïbi a remporté le premier titre de sa jeune carrière. Lors de la saison écoulée, Chaïbi a inscrit 8 buts et délivré 6 passes décisives, en 41 apparitions toutes compétitions confondues. Chaïbi a été convoqué pour la première fois en équipe nationale en mars dernier, à l'occasion de la double confrontation face au Niger, comptant pour les qualifications de la CAN-2023 (décalée à 2024).

USMA :

Loucif rejoint Mahious à Yverdon Sport FC



Le défenseur international algérien Haïtham Loucif, en fin de contrat avec l'USM Alger, va s'engager avec le club suisse d'Yverdon Sport FC (Div.1 de football), rapporte la presse locale ce dimanche. Loucif (27 ans) a rejoint son ancien coéquipier à l'USMA l'attaquant Aymen Mahious (25 ans), qui a paraphé la semaine dernière un contrat de trois saisons avec le nouveau promu en Super League suisse. L'information a été confirmée dimanche par l'ambassade de Suisse en Algérie sur sa page officielle Facebook : « Après Aymen Mahious, Haïthem Loucif, un autre international algérien, rejoint la Suisse : le défenseur latéral jouera également pour Yverdon Sport FC la saison prochaine (...) ». Formé au Paradou AC, Loucif avait rejoint l'USMA en 2021 après une expérience de deux saisons sous les couleurs d'Angers SCO (Ligue 2/ France). Il a été l'un des joueurs clés ayant permis au club algérois de remporter en juin dernier la Coupe de la Confédération africaine (CAF). Loucif a signé son retour en équipe nationale en juin dernier, après une absence de quatre années, à l'occasion des deux matchs disputés par les Verts : face à l'Ouganda au stade Japoma à Douala au Cameroun (2-1), lors de la 5e journée (Gr.F) des qualifications de la CAN-2023 (décalée à 2024), en amical face à la Tunisie au stade du 19 mai 1956 d'Annaba (1-1).

AGE DE LA FAF :

La date limite de dépôt des dossiers de candidature reportée au 27 août

La date limite de dépôt des dossiers de candidature pour l'élection du nouveau président de la FAF, initialement programmée pour ce dimanche 13 août à 16h00, a été reportée au dimanche 27 août 2023 à 16h00, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel. "En concertation avec les membres de la Commission électorale, présidée par Ali Malek, et pour permettre aux éventuels candidats de compléter leurs dossiers respectifs, le secrétaire général de la Fédération algérienne de football Mounir D'bichi informe que les délais de dépôt des dossiers de candidature pour l'élection du président de la FAF sont reportés au dimanche 27 août 2023 à 16h00.", indique la FAF. De ce fait, le nouveau calendrier électoral sera décalé et rendu public dans les tous prochains jours, précise la même source. Djahid Zefizef, élu le 7 juillet 2022 en remplacement de Charaf-Eddine Amara (également démissionnaire), a annoncé sa démission le 16 juillet dernier, après avoir échoué à se faire élire au Comité exécutif (COMEX) de la



Confédération africaine (CAF), lors des élections tenues le jeudi 13 juillet à Abidjan (Côte d'Ivoire). Le secrétaire général de la FAF Mounir D'bichi a été chargé de la gestion courante jusqu'à la tenue de l'AG électorale.

FRANCE :

Metz s'intéresse à Rayan Ghrieb



Auteur d'un doublé dès la première journée du championnat de Ligue 2 en France, le milieu offensif algérien Rayan Ghrieb pourrait quitter Dunkerque pour découvrir l'élite en France. Selon les informations de Foot Mercato, les dirigeants du FC Metz sont prêts à formuler une offre officielle pour Dunkerque afin d'enregistrer l'arrivée du meneur de jeu de 24 ans. Le joueur qui a terminé la saison écoulée avec 15 buts et 8 passes décisives en National, a encore une année de contrat avec Dunkerque qui ne serait pas contre un départ de son meneur de jeu.

ARABIE SAOUDITE :

Première passe décisive de Sofiane Bendebka

Titulaire pour le compte de la première journée en Arabie Saoudite, Sofiane Bendebka était à l'origine de l'unique but de son équipe, Al Fateh, qui fit match nul face à Al Taaawon. La rencontre de Sofiane Bendebka avec Al Fateh et face à Al Taaawon était donc plus discrète. Ainsi, à la 24e minute, l'international algérien a délivré une superbe passe du milieu terrain pour mettre l'attaquant saoudien Firas Al Buraikan en position parfaite, seul face au gardien. Il ne tremble pas devant la sortie du portier et réussit à mettre la balle au fond. Cet avantage n'a pas duré longtemps puisque, juste avant la fin du premier acte, l'équipe adverse a su revenir dans ce match et revenir aux vestiaires sur un score de 1-1. La marque n'évoluera finalement plus.



US Biskra :

Mounir Zeghdoud nouvel entraîneur



Mounir Zeghdoud est devenu le nouvel entraîneur de l'US Biskra, en remplacement de Mohamed Boutadjine, dont le contrat n'a pas été prolongé, a annoncé le club pensionnaire de Ligue 1 Mobilis de football ce dimanche dans un communiqué. « Le président du Conseil d'administration de la SSPA/USB Abdelkader Tria annonce avoir trouvé un accord final avec l'entraîneur Mounir Zeghdoud pour diriger la barre technique de l'équipe première pour la saison 2023-2024 », a affirmé le club phare des « Zibans » sur sa page officielle Facebook. Ancien international algérien (31 capes), Zeghdoud (52 ans) avait dirigé la saison dernière la JS Saoura, mais il a échoué à qualifier le club de Béchar à une compétition continentale. « Zeghdoud sera assisté dans sa mission par Lotfi Boudraâ (entraîneur-adjoint), alors que les postes de préparateur physique et entraîneur des gardiens sont revenus respectivement à Adlène Boukhdena et Abrous Hocine », précise la même source. Mounir Zeghdoud et son staff rejoindront la capitale pour diriger le premier stage de préparation, en vue de la nouvelle saison, dont le coup d'envoi sera donné le week-end du 15-16 septembre prochain. Les Biskris effectueront un second rassemblement, prévu éventuellement en Tunisie, avec au menu une série de matchs amicaux. L'USB a bouclé la saison 2022-2023 à la 11e place au classement final, en compagnie de l'USM Alger et le NC Magra, avec 40 points chacun.

RENNES-METZ (5-1) :

Un Gouiri impérial se rapproche de l'Algérie

Amine Gouiri a été irréprochable pour son premier match de la saison avec le Stade Rennais. Titulaire pour affronter Metz, le joueur franco-algérien a brillé par ses performances, et grâce à un superbe but dans la cage d'un certain Alexandre Oukidja. Mais ce dimanche, le natif de Bourgoin-Jallieu n'a pas seulement livré un grand match, mais a aussi fait un pas de géant vers l'équipe nationale d'Algérie. Gouiri a nettement contribué au festival offensif des siens contre Metz et à la large victoire du Stade Rennais 5 buts à 1 à domicile. Que ce soit avec son travail monstrueux pour le premier but de Rennes, ou encore de sa réalisation personnelle pour le second point au score, l'ancien attaquant de l'OGC Nice a fait carton plein. Il reçoit l'excellente note de 8.1/10 pour sa prestation, avec en prime, une place dans le XI type de la semaine. Toutefois, le sujet du match n'a pas été le seul où Gouiri a fait sensation ce dimanche. En effet, selon plusieurs rapports, le binational aurait définitivement changé de nationalité sportive et a même fait parvenir les documents correspondants à la FAF. Gouiri serait maintenant définitivement Algérien, et serait sélectionnable par Djamel Belmadi dès le prochain stage des Fennecs en septembre, après avoir arboré la tunique des Bleus des U16, jusqu'aux U23 et avoir joué l'Euro avec l'équipe Espoirs de Sylvain Ripoll.

CYCLISME/MONDIAUX 2023

Houili unique représentante algérienne



La jeune Oranaise Nesrine Houili sera l'unique représentante algérienne dans la course en ligne des seniors (dames), prévue dimanche, pour le compte des Championnats du monde 2023 de cyclisme, actuellement en cours à Glasgow (Ecosse), suivant la liste des partantes, dévoilée samedi par les organisateurs. Au total, 210 athlètes de différentes nationalités seront engagées dans cette course, prévue sur une distance de 154.1 kilomètres, a-t-on encore détaillé de même source. L'Algérie a engagé un total de 15 coureurs dans cette compétition planétaire: Treize dans les épreuves de cyclisme sur route, et deux autres dans les épreuves de cyclisme sur piste. Outre Nesrine Houili, la Direction technique nationale a engagé Hamza Amari, Ayoub Ferkous et Abdelkrim Ferkous

chez les U23 (messieurs), ainsi que Hamza Yacine et Youcef Reguigui en Elite (messieurs). A leurs côtés, on retrouve Ryad Bakhti, Bachir Chennafi, Mounir Laloui, Anès Riyahi, Djaoued Nehari et Nacer-Allah Essemiani engagés en juniors (Garçons), alors que Malak Mechab a été engagée chez les juniors (Filles). Concernant les épreuves de cyclisme sur piste, l'Algérie était représentée par le tandem Yacine Chalel - Lotfi Tchambaz. La sélection nationale est encadrée par le Directeur des équipes nationales (DEN), Abdelham Dahmane, secondé par le mécanicien Tarek Boudiaf et le soigneur Mouad Betira, alors que la délégation est conduite en Ecosse par le président de la Fédération algérienne de cyclisme, Kheireddine Barbari.

أخبار وطنية

روبرتاجات

تحقيقات

حوارات

تسالي...

EL-DIWAN
اليومية وطنية متخصصة ثقافية
ديوان





Mardi 15 Août 2023

NIGERIA :

Au moins 10 morts dans l'effondrement d'une mosquée

Au moins 10 personnes ont été tuées vendredi lors de l'effondrement d'une ancienne mosquée dans l'Etat de Kaduna, dans le nord du Nigeria, a annoncé samedi la police locale. La mosquée s'est partiellement effondrée pendant les prières du soir vendredi dans la ville de Zaria, a précisé le porte-parole de la police Mohammed Jalige cité par l'agence de presse Chine nouvelle. Dix corps ont été retrouvés dans les décombres de la mosquée, tandis que 25 victimes ont été secourues, dont sept grièvement blessées, a indiqué M.Jalige, ajoutant que l'opération de sauvetage était terminée et qu'une enquête approfondie sur l'incident a été ouverte.

NIGER :

Six soldats et dix « terroristes » tués dans des combats à l'ouest

Le haut commandement de la Garde nationale a annoncé un « bilan provisoire » faisant état de six morts parmi les soldats ainsi qu'un blessé. Un autre soldat a été blessé, d'après le « bilan provisoire » du haut commandement. Les soldats nigériens qui étaient à bord de cinq véhicules « ont engagé une poursuite » contre des djihadistes présumés, lorsqu'ils seraient tombés dans une embuscade aux environs de 11 heures (10 heures GMT) à une vingtaine de kilomètres de la ville de Sanam, dans l'ouest du pays.

COLOMBIE :

Le père des enfants rescapés en Amazonie accusé d'abus sexuels

L'homme est accusé d'avoir abusé de sa belle-fille Lesly, qui s'était occupée de sa fratrie quarante jours durant dans la jungle après le crash de l'avion dans lequel la mère avait perdu la vie. Le père de deux des quatre enfants indigènes sauvés dans la forêt amazonienne 40 jours après le crash de leur avion est accusé par la justice colombienne d'avoir abusé sexuellement de l'aînée de ses belles-filles.

COLOMBIE :

4 policiers tués dans une attaque attribuée aux ex-FARC ce week-end

Un attentat à la voiture piégée et une embuscade imputés aux rebelles dissidents des ex-FARC ont causé la mort de quatre policiers ce week-end dans le sud-ouest de la Colombie, a indiqué la police. Le directeur général de la police, le général William Salamanca, a indiqué dimanche sur le réseau social X (anciennement Twitter) que le commissaire-adjoint Carmelo José García, avait été « victime d'un attentat terroriste à la voiture piégée dans le village de Timba, département de Cauca ».

L'écrivain franco-écossais Kenneth White est mort

Kenneth White nous a quittés à l'âge de 87 ans, le 11 août, à son domicile de Trébeurden, en Bretagne, où il vivait depuis quarante ans. Auteur d'une œuvre riche, faite de poèmes, de récits et d'essais, il était le père du concept de « géopoétique », terme forgé à la fin des années 1980, lequel se proposait, à travers l'écriture, « de rétablir et d'enrichir le rapport Homme-Terre depuis longtemps rompu. »

INONDATIONS AU BANGLADESH:

55 morts depuis début août

Au moins 55 personnes ont péri au Bangladesh depuis le début du mois d'août, à la suite d'inondations et glissements de terrain causés par des pluies torrentielles, qui ont fait d'un million de sinistrés, ont annoncé dimanche les autorités. Quelque 21 morts ont été décomptés à Cox's Bazar, 19 à Chittagong, 10 à Bandarban et 5 à Rangamati, selon des responsables des zones les plus touchées par les intempéries. « Ce sont des pluies parmi les plus fortes de ces dernières années », a déclaré le chef du département de météorologie du Bangladesh, Azizur Rahman, précisant que 312 millimètres de pluie avaient été enregistrés pour la seule journée du 7 août. « À Cox's Bazar, environ 600.000 personnes ont été touchées par les pluies », a précisé à l'AFP l'administrateur du district, Sha-



heen Ibrahim, qui accueille un million de réfugiés rohingyas qui ont fui la répression en Birmanie.

RD CONGO :

14 morts dans l'attaque d'un village



Au moins 14 personnes ont été tuées vendredi dans une attaque contre le village d'Ipongi, au sud-ouest de la République démocratique

cratique du Congo, près de la frontière angolaise, ont rapporté des médias citant les autorités locales. Adélaré Nkisi, le porte-parole du gouvernement provincial du Kwango — où est situé Ipongi —, joint samedi par téléphone, a indiqué que le bilan provisoire s'élevait à 14 habitants tués par balles et "par coups de machettes". Un responsable religieux à Ipongi, qui a confirmé ce chiffre, a affirmé que cette attaque faisait suite à l'arrestation récente de miliciens, qui avaient envoyé "une autre équipe" pour "libérer (leurs) quatre membres". La tuerie a eu lieu "dans la mission catholique d'Ipongi", selon Symphorien Kwengo, un cadre de la société civile de la province du Kwango, qui attribue ces morts au mouvement armé Mobondo, né en 2022 dans la province voisine du Maï-Ndombe. Le porte-parole de la province a assuré que des "dispositions" ont été prises "pour essayer de maîtriser la situation".

SOMALIE :

23 terroristes Shebab tués par l'armée

L'armée nationale somalienne a tué samedi 23 terroristes du groupe Shebab dans le sud du pays, ont rapporté des médias citant le ministère de la Défense. Trois opérations militaires ont été menées à Bula-Fuley dans la région de Bay, au cours desquelles les soldats ont détruit trois bases du groupe des Shebab, précise le ministère de la Défense. "Les 23 terroristes, dont deux commandants, ont été éliminés. Les cibles comprenaient un poste de contrôle, un garage pour la collecte d'explosifs et un bureau administratif utilisé par les chefs", a fait savoir la même source dans un bref communiqué. Les dernières opérations militaires ont eu lieu alors que la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS) et ses partenaires se préparent à effectuer une évaluation technique conjointe de la première phase du retrait des troupes de l'ATMIS, qui s'est achevée en juin. Les forces gouvernementales poursuivent leurs attaques contre les terroristes Shebab depuis que le président Hassan



Sheikh Mohamud a déclaré une guerre totale contre les terroristes en 2022. Le président somalien s'est engagé à chasser les terroristes Shebab de leurs bastions afin de protéger la population et de mettre fin à la diffusion de la propagande, de l'intimidation et de l'extrémisme dans le pays.

CAMBODGE :

2.000 engins explosifs découverts dans un lycée



Plus de deux mille engins explosifs datant de la guerre civile au Cambodge ont été découverts dans une école du nord-est du pays, ont annoncé dimanche les autorités. "En trois jours, les démineurs ont découvert plus de 2.000 munitions explosives, dont plus de 1.000 grenades M79, dans l'enceinte d'un lycée de la province de Kratie qui, pour agrandir un jardin, avait entrepris de défricher un terrain", a expliqué Heng Ratana, directeur général du Centre cambodgien d'action contre les mines. L'école a été temporairement

fermée et les recherches se poursuivaient. Le site était une base militaire et pourrait encore receler d'autres munitions, a souligné Heng Ratana. Le responsable a s'est réjoui que les munitions aient ainsi été détectées, un "coup de chance" pour les étudiants car "ces engins explosent facilement si quelqu'un les heurte en creusant un trou". Le Cambodge reste l'un des pays les plus minés au monde après des décennies de conflits et notamment de bombardements américains dans les années 1970.

Le blocage de Telegram levé en Irak

Le gouvernement irakien a levé dimanche 13 août la suspension de Telegram, une semaine après avoir décrété le blocage de cette messagerie, mesure qui avait suscité de fortes critiques, notamment de la part de groupes proches de factions pro-iraniennes. Dimanche matin, Telegram était de nouveau accessible sans l'aide d'un VPN (réseau privé virtuel), a constaté l'Agence France-Presse à Bagdad.

IL AVAIT AGRESSÉ UN ARBITRE:

Un joueur amateur suspendu dix ans

Un joueur, qui avait agressé un arbitre, a écopé d'une lourde suspension. La commission de discipline de la Ligue Auvergne Rhône-Alpes a pris une décision forte. Selon les informations de Foot Amateur, l'instance a pris la décision de suspendre dix ans joueur qui a agressé un arbitre à l'issue d'une rencontre de Régional 3.

Les ouvriers d'une carrière indonésienne fuient un énorme glissement de terrain

Spectacle effrayant dans une carrière de l'île indonésienne de Java. Une partie d'une montagne a glissé et les ouvriers ont fui dans la panique. Heureusement, personne n'a perdu la vie dans l'accident.

Le Pakistan nomme un premier ministre intérimaire avant des élections

Anwar-ul-Haq Kakara est un sénateur peu connu. Le doute grandit quant à la tenue des élections prévues d'ici trois mois, et auxquelles Imran Khan, le principal leader d'opposition, ne devrait pas pouvoir participer.

INONDATIONS EN CHINE :

Au moins 78 morts depuis fin juillet

LE Pékin a enregistré ses plus importantes précipitations depuis 140 ans. Depuis le 31 juillet, des pluies torrentielles s'abattent sur le nord de la Chine. Ce déluge a provoqué de graves inondations, qui ont causé la mort de pas moins de 78 personnes. Et avec l'arrivée prochaine d'une nouvelle tempête, les autorités locales et habitants craignent le pire.

Un convoi d'ingénieurs chinois attaqué au Pakistan

Des militants de l'Armée de libération du Baloutchistan ont attaqué le dimanche 13 août un convoi financé par Pékin. Des militants de l'Armée de libération du Baloutchistan (ALB) ont attaqué dimanche 13 août un convoi transportant des ingénieurs chinois dans le port de Gwadar, financé par Pékin, dans le sud-ouest du Pakistan.